

Ma découverte des ouvriers d'usine

Étudiante en histoire à la faculté de Nanterre, adhérente dès les premiers mois à L'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes (UJCml) organisation révolutionnaire maoïste qui vient d'être créée, je rencontre fin 1966 pour la première fois des ouvriers d'usine, le plus souvent maghrébins, à la porte des boîtes, dans les foyers Sonacotra, dans les bidonvilles et les cafés arabes. Je commence à distribuer avec deux ou trois camarades selon les jours des tracts à la sortie des usines de Bezons, en bordure de Seine. Tracts ronéotypés la nuit à la résidence universitaire de Nanterre ou à l'école normale supérieure (ENS) de Saint Cloud,



nourris des informations recueillies auprès des travailleurs, rédigés en termes simples facilement accessibles, distribués dans la froidure des petits matins de l'hiver 1966, à la sortie de l'équipe de nuit du Joint français et de la Cellophane. Entre 6 heures et 6h20 les ouvriers au visage chiffonné de fatigue saisissent la feuille de papier tendue et lèvent les yeux vers nous, tout étonnés de découvrir ces étudiants lèves tôt.

Usines de Bezons en bord de Seine

J'aurais pu les ignorer toute ma vie si j'avais suivi la voie qui m'était tracée depuis l'enfance, études universitaires puis sans doute un emploi d'enseignante ou de chercheuse.

Après Mai-juin 68 et le retour au pouvoir de la droite triomphante je milite à la Gauche prolétarienne (GP) : *(créée en septembre 1968 après l'implosion de l'UJCml)* d'abord en Région parisienne jusqu'à la fin de l'année 70 puis, comme « Établie » c'est-à-dire embauchée en usines, usines au pluriel car j'en use pas mal en deux ans, à Méru, commune perdue dans les tréfonds du département de l'Oise puis à Creil. Je continue à participer à certaines actions militantes parisiennes, l'Oise n'étant qu'à 60 kilomètres de Paris mais pas à toutes puisqu'une bonne partie du temps je travaille et ne peux m'absenter pour un oui ou un non sans risquer le licenciement immédiat. Pour être honnête, il m'arrive d'utiliser le prétexte du « travail » pour échapper à certaines actions de la GP qui se terminent souvent par un embarquement musclé, une garde à vue et des coups de matraque. De retour à Paris je suis recrutée le 27 mars 1973 à la Cit-Alcatel (Arcueil) et ne la quitterai que bien après l'auto - dissolution de la Gauche Prolétarienne pour devenir « contrôleur du travail » en octobre 1982.

J'ai du mal à dater et ordonner précisément mes souvenirs des ouvriers et des ouvrières qui m'ont marquée, plantés au cœur de ces années si riches. Pourtant les cafés arabes que je fréquente assidûment et les foyers Sonacotra dont j'arpente si souvent les couloirs sont là, si vivants bien qu'éclatés, virevoltant dans ma mémoire, ceux de Nanterre, Bezons, Sannois, St Ouen l'Aumône puis du bas de Suresnes et de Puteaux *(de 1967 à mon départ pour l'Oise en 1971)*, puis ceux de Méru, Liancourt et Creil *(entre 1971 et 1973)*, enfin de nouveau en Région Parisienne dans les quartiers sud de la capitale.

Les cafés arabes se ressemblent tous, enfumés, la devanture miteuse, toujours pleins à craquer à l'heure où nous y passons, en fin d'après-midi ou en soirée. Un comptoir, des tables et des chaises comme dans tous les cafés mais, à chaque table, des travailleurs immigrés, concentrés sur leur partie de loto, buvant café ou thé, les oreilles bercées par la voix lancinante d'Oum Kalthoum. Ils sont presque tous berbères, surtout des algériens de Kabylie ou des Aurès, parfois

marocains, immigrés de la métallurgie automobile et du bâtiment et travaillent tous en équipe du matin. Ils paraissent d'âge mûr mais comment leur donner un âge ? En ces moments de retrouvailles avec leurs potes avant d'aller se coucher assez tôt pour se lever en forme le lendemain à 4h ou à 4h30, la fatigue se lit sur tous les visages. Certains embauchent à Poissy ou à Flins à 5 ou 6 heures du matin. Oum Kalthoum chante le désespoir de l'amoureux déçu. Sa voix fluctue en inflexions vibrantes et mélodieuses aux multiples nuances. Quand ils apprennent qu'elle s'arrêtera à Paris pour deux spectacles à l'Olympia en novembre 1967, des mois à l'avance, c'est partout l'excitation et l'effervescence. Des ouvriers payés au Smig (*devenu Smic en janvier 1970*) sacrifient dans l'enthousiasme une partie du tabac qu'ils fument ou chiquent pour se payer une place de concert qui coûte plus d'un mois de salaire !



Ces hommes déracinés, sans femme, trouvent dans les chansons d'Oum Kalthoum un exutoire à leurs frustrations et l'expression de leur romantisme douloureux. (*Le regroupement familial n'est généralisé par décret que le 29 avril 1976 sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing*). La Palestine, les conditions de travail dans les usines Renault, Simca, Citroën relégués au second plan, attentifs, silencieux, communiant avec eux, nous écoutons à la radio ou sur cassette de magnétophone

cette voix omniprésente aux accents déchirants que je savoure de plus en plus : Anta Oumri, Ala Balad Elmahboub, amal Hayati.... Parfois, à l'occasion d'une fête, d'une célébration ou d'un autre évènement joyeux, la musique devient plus populaire et plus gaie, scandée par les mains battantes de tous les présents, paumes à plat l'une contre l'autre, les bras levés bien haut. Les hommes, car la danse, comme la fréquentation des cafés, n'est qu'entre hommes, en rythme, brinquebalent et se déhanchent, mains et coudes en action. Sensation restée vive de la froideur au dehors par une nuit tombant à 18 ou 19 heures. Quant aux foyers Sonacotra, ils sont partout construits pareil, jamais plus de trois ou quatre étages sans ascenseur, avec sanitaires, salles d'eau et réfectoires collectifs. Nous montons l'une après l'autre les volées d'escalier et parcourons les couloirs uniformes et tristes qui desservent les chambres, un même ameublement impersonnel et sommaire et les mêmes dimensions partout sauf dans certaines un peu plus grandes à deux ou trois lits. Les résidents sont alors de jeunes célibataires maghrébins ou d'autres plus âgés dont femme et enfants sont restés au pays. Histoires, figures et personnalités, me reviennent. Hassan, marocain natif de Rabat, presque toujours flanqué de deux amis dont il ne se sépare que rarement, est un grand jeune homme de 28 ans, à l'allure athlétique et à la démarche souple, la peau mate, aux traits harmonieux, toujours rasé de près, nez aquilin, front haut et cheveux épais, noirs et bouclés dru, coiffés en boule et peignés avec soin. Je suis « le cheval qui se cabre » (*hisan = cheval en arabe me dit-il, assez content de lui*) Sa chemise est toujours impeccable. Trahissant ses origines fastueuses, au réfectoire du foyer, avec un air légèrement dégoûté, il essuie avec soin au linge humide le verre ou le bol, pourtant impeccable d'après moi, dans lesquels il va boire. Après des études scientifiques au Maroc il a voulu voyager pour connaître le monde et échapper au sentiment d'enfermement si prégnant sous le régime d'Hassan II (*roi du Maroc de 1961 à sa mort en 1999*). Ses parents plus qu'aisés ont cru lui faire abandonner son projet en menaçant de lui couper les vivres mais il est quand même parti. Il n'a pas revu les siens depuis trois ans et ça lui pèse. Au foyer ou à l'usine ce type de parcours n'est pas rare. Pour manger, se loger, s'habiller et se distraire quand même un peu, il a dû travailler et n'a trouvé qu'un emploi d'ouvrier chez un sous-traitant de Renault. Le travail est dur mais il ne regrette rien. Ici au moins il peut dire ce qu'il pense sans être jeté en prison et risquer la torture. Autre figure marquante, Achour, un kabyle. Il paraît la trentaine mais doit

avoir moins. Longtemps silencieux bien qu'attentif à nos propos il finit par nous raconter sa guerre d'Algérie et je comprends enfin la tristesse suintant de tout son être, le pli permanent qui barre son front et lui donne 10 à 15 ans de plus, ses épaules voûtées, l'absence désespérante de sourire. Il était adolescent quand, se rendant à pied au village voisin par le chemin de crête, à plus de 1000 mètres d'altitude, à la sortie d'un virage de Haute Kabylie, il est brutalement arraché à sa rêverie. Face à lui, un groupe effroyable de corps sans vie de villageois, en partie dénudés, dressés en position assise contre les rochers qui bordent le ravin, sexe coupé enfoncé entre leurs dents, nez et oreilles coupés et plein de sang déjà en partie séché, sur eux, sur leurs vêtements et sur le chemin. Il reconnaît parmi les victimes, sans oser vraiment les regarder, des habitants du village où il comptait se rendre. Il s'enfuit, rebrousse chemin vers sa maison à toutes jambes en hurlant, en pleurant, en criant à l'aide à pleins poumons. Au terme de son récit, le visage couvert de sueur, il est parcouru de tremblements nerveux. Il n'a jamais su quels étaient les coupables, l'armée française, l'organisation de l'armée secrète de l'Algérie française (OAS) ou le front algérien de libération nationale (FLN), tous rivalisant en atrocités pour semer la terreur chez leurs opposants. Aujourd'hui, dix ans après, il n'arrive toujours pas à s'extraire de cette vision d'horreur qui revient la nuit dans ses cauchemars et le poursuit même en pleine journée. Il n'en a jamais parlé à personne depuis son arrivée en France et se dit heureux d'avoir enfin pu raconter ce qui l'étouffe.

Respirons un grand coup pour chasser cette image et passons à une histoire que je vais maintenant vous raconter, un épisode enthousiasmant de notre vie militante. A l'automne 1969, à Argenteuil (Val d'Oise) la municipalité communiste estime qu'il y a beaucoup trop d'arabes sur son territoire et décide la destruction totale du plus grand bidonville de la ville. A cette époque (*pour rappel, même dix ans après, le 24 décembre 1980 la municipalité PC organisera et mènera l'attaque au bulldozer d'un foyer d'immigrés maliens à Vitry-sur-Seine*) le PCF est travaillé par un fort racisme anti-noir et anti-arabe qui puise ses racines dans le passé colonial de la France et qui gangrène toutes les catégories sociales, classe ouvrière comprise et ses organisations, politique (PCF) et syndicale (CGT). Et puis, dans le projet électoraliste du Parti, la population immigrée sans droit de vote est dépourvue d'intérêt et risque en outre d'incommoder son électorat naturel, les ouvriers d'usine. N'oublions pas que les accords d'Evian mettant fin à la guerre d'Algérie ont été signés il y a juste 7 ans, c'est à dire hier et que les pays d'Afrique de l'Ouest n'ont obtenu leur indépendance, surtout formelle, qu'entre 1958 et 1960. A cette époque la Gauche prolétarienne milite surtout auprès des travailleurs immigrés, à l'intérieur des entreprises sur les chaînes de production et en dehors, sur leurs lieux de vie et d'habitation, certainement parce que c'est le ventre mou de la présence communiste. Quant à moi, je le fais par engagement antiraciste viscéral, avec l'émerveillement de la découverte et beaucoup d'enthousiasme devant ce que je vois : fierté, sens de la dignité, actes de révolte spontanée contre l'exploitation.



Au bidonville d'Argenteuil je passe des journées entières. Mois pluvieux d'octobre à décembre 1969, voies étroites transformées en bourbiers desservant les baraques faites de bois et tôle,

boue gluante qui s'accroche à mes clarks vite foutues et remplacées en urgence par une paire de bottes en caoutchouc, tas d'ordures empilés aux croisements, sommairement compactés. "elles ne sont plus ramassées par les services municipaux", nous explique une habitante. Les femmes nous accueillent avec une gentillesse et un sens de l'hospitalité chamboulants. Elles ne connaissent le plus souvent que quelques mots de français, *fille, garçon, eau, pain, boulice (police est dur à prononcer)* et passent par leurs enfants pour communiquer avec nous. Nous retirons nos bottes crottées à l'entrée de la baraque dès qu'elles nous invitent à y pénétrer. Elles nous font asseoir sur un tabouret près du réchaud situé au centre de l'unique pièce, étonnamment propre malgré les courants d'air, le froid, l'humidité qui pénètre les matelas posés à terre et les vêtements accrochés dans un coin à une barre horizontale puis nous offrent thé et petits gâteaux. Comment font-elles avec toute cette boue dehors ? Notre intervention dans le bidonville a pour objectif d'aider la population à s'opposer à la destruction des habitations. Certes, elles sont sommaires, insalubres et peu enviables. Les habitants aimeraient bien déménager dans des maisons ou appartements avec chauffage central, eau courante et électricité mais la mairie ne leur propose que des logements précaires dispersés dans toute la Région parisienne. Explorer leur communauté de village, (*des Aurès ou de Kabylie*) recréée laborieusement à Argenteuil, ce serait, surtout pour les femmes, une nouvelle mort sociale à laquelle elles ne peuvent se résoudre. Pour ralentir les opérations nous versons du sucre dans les moteurs des bulldozers et ça marche : ils s'immobilisent. Les habitants, hommes travaillant dans les usines alentours (*c'est bien avant le chômage de masse*), leurs femmes et leurs enfants, apprécient nos efforts et nous aiment bien. Les flics, moins. Ils nous interdisent de franchir le périmètre du bidonville, multiplient rondes diurnes et nocturnes, nous arrêtent chaque fois qu'ils nous repèrent et parviennent à nous attraper. Les gardes à vue durent toute la nuit pour nous dégoûter et nous décourager. Rituel immuable qui se répète nuit après nuit : refus de répondre à leurs questions, enfermement dans la cage, odeurs schlingantes de sueur et de tabac mêlées, souris, rats, insectes qui batifolent et s'en donnent à cœur joie et les blagues grivoises des flics de service. Pour dormir et se protéger du froid une couverture marron ou grise, trop fine pour réchauffer, souvent sale et par endroits gluante. C'est fatigant, une nuit au poste mais nous sommes jeunes et motivés. Dès que la police nous relâche, après une bonne douche à la maison ou dans l'appartement d'un camarade, nous y retournons. Le travail militant au bidonville d'Argenteuil est vraiment gratifiant et m'offre de formidables rencontres. Celle de gamins de 7 à 11 ans, frimousses radieuses, qui me racontent, rigolards, comment ils s'y prennent pour voler les autoradios dans les voitures en stationnement qui appartiennent aux habitants des HLM proches du bidonville. Pour



eux ce sont des riches et des privilégiés. Question de point de vue et de relativité ! Ils sont visiblement fiers de leurs exploits, de leur audace et de leur dextérité. C'est aussi la rencontre de jeunes hommes, pas plus âgés que moi, fâchés depuis le CP avec l'école, rétifs à la discipline d'usine et de chantier, révoltés par les conditions de vie imposées à leurs amis et aux membres de leur famille. Kader, Kuider et Mohammed, tous les trois algériens. Quand nous faisons la connaissance de Mohammed, long corps maigre, cheveux d'ébène tout raides, il passe ses journées, allongé sur un lit de camp dans la baraque familiale, dormant souvent 20 heures par jour : "pourquoi je me lèverais ? Qu'est-ce qui m'attend dehors" ? répète-t-il. Nous réussissons,

un temps du moins, à le réveiller. Avec eux nous popularisons la résistance du bidonville et les idées maoïstes sur le marché Héloïse, à Argenteuil, un immense souk à ciel ouvert s'étirant au long de la Seine, le plus grand marché de toute la Région Parisienne. Les commerces et la clientèle sont surtout maghrébins. Je m'y délecte de sensations colorées: odeurs d'épices qui se marient dans l'air ambiant, safran, citron, cumin, coriandre, menthe, piment, couleurs chatoyantes des légumes et des fruits harmonieusement combinées, olives épicées vertes ou noires passant par de multiples nuances de brun, jaune vif des citrons et des pamplemousses, orange des mandarines, clémentines, des oranges plus ou moins grosses, les tomates rouges, le violet plus ou moins foncé des aubergines ventruées et les différents verts des courgettes et poivrons, et puis les bruits, les interpellations en arabe et français entremêlés et les klaxons des mobylettes. Nous y sommes tous les dimanches et, tous les dimanches ou presque, les gros bras du Parti communiste essaient de s'emparer de nos « Cause du Peuple » (*journal de la GP*) et de détruire nos dazibao (Affiche illégale et spontanée qui véhicule l'information non-officielle réapparue en Chine, en 1966). Ils n'y parviennent que rarement car souvent des camarades GPistes bagarreurs et des habitants du bidonville, trop heureux d'en découdre avec les agents municipaux PCF qui les harcèlent continuellement, nous accompagnent, nous protègent et les affrontent régulièrement en des combats violents.

Débuts laborieux d'« établissement »1970 -1972

En missions d'intérim

En novembre 1970, ma licence d'histoire-géographie en poche, après 2 années de petits boulots étudiants, alors que pas mal de camarades s'établissent plus ou moins durablement en entreprise et que je commence à y penser, j'en arrive à me demander si je ne ferais pas mieux d'essayer l'usine en missions d'intérim pour voir si j'en suis capable. Je m'inscris dans deux agences, Bis et Manpower. Ma première mission me mène au Pain Jacquet, usine de Bezons où je ne tiens qu'une semaine. Je connais déjà Bezons, en bordure de Seine, où j'ai distribué pas mal de tracts aux portes du Joint Français. Je suis affectée en équipe du matin à l'atelier d'emballage en remplacement d'absences, un atelier tout en longueur avec un convoyeur à bande en forme de -U- qui ne s'arrête que pour les cinq minutes de pause. Au long de son bord externe une vingtaine de femmes, debout, jeunes et moins jeunes, s'affairent à suivre la cadence. L'entreprise fournit, même aux intérimaires, calotte, blouse blanche serrée aux poignets et sabots blancs. C'est mon premier contact avec le travail à la chaîne, omniprésent dans l'industrie à l'époque. Les tranches de pain nous arrivent en vrac, passent entre les mains des unes et des autres et, après plusieurs opérations de mise en forme et préparation, aboutissent en fin de chaîne empaquetées et étiquetées. Au cours de la semaine j'occupe successivement presque tous les postes car je ne suis efficace sur aucun. Pas assez rapide, je ralentis la cadence et commets des erreurs, d'étiquetage et de conditionnement. Les postures imposées à mon corps, plus ou moins incliné vers le tapis de chaîne selon le poste occupé, bras levés pour attraper les tranches de pain qui déboulent avec une régularité diabolique à la sortie des conduits d'acheminement, m'occasionnent des douleurs lancinantes dans le dos. Je ne sais pas comment me tenir pour les atténuer et me gave d'aspirine. Comment font donc les autres ? Jeunes et moins jeunes, elles n'ont pas l'air de souffrir. Je n'ose pas me plaindre ouvertement car je crains qu'elle me trouvent incapable, nulle, chochette, faiseuse d'histoires et je ne sais quoi d'autre. Mais le Pain Jacquet c'est aussi la bonne odeur du pain chaud brioché qui flotte dans toute l'usine dès le vestiaire, l'accès au petit local, maintenu à sec, tout au bout de l'atelier, autorisé par le chef dix minutes avant le démarrage de l'équipe, et dedans, un amoncellement de petits pains et brioches ratés de la veille qui libèrent des arômes appétissants. Ils sont encore tout frais, retirés de la vente pour capuchon ou bord mal formé, et nous avons le droit d'en dévorer autant

que nous pouvons en dix minutes. Ils sont succulents avec le petit café offert par l'une ou l'autre des ouvrières, qui n'oublie jamais d'amener leur thermos. Au bout de la semaine il est clair que je ne fais pas l'affaire et je suis renvoyée à mon agence. Ma seconde mission se déroule au nord de Paris dans une entreprise X ou Y. (*j'ai oublié son nom*) Prévues pour une semaine elle consiste à ranger des emballages en carton entreposés en mezzanine des ateliers. Nous sommes trois ou quatre, garçons et filles, tous intérimaires, tous moins de 25 ans, occupés à défaire les boîtes d'emballage, les déplier, les aplatir, les empiler en les classant par type et par taille et nous les rangeons à différentes hauteurs des rayonnages prévus à cet effet. Aucun vêtement de travail ni moyen de protection individuelle, gants ou masque anti poussières, fourni par notre société de travail temporaire ou par



l'entreprise où nous intervenons. Dès le second jour je me gratte les mains et le visage. Le troisième, une demie heure à peine après le démarrage du travail je constate que je suis couverte de plaques rouges sur toutes les parties découvertes du corps. Une allergie, c'est sûr, mais à quoi ?

Ni médecin du travail ni délégué du personnel à l'horizon : intérimaires, personne ne s'intéresse à nous. A midi je quitte l'usine et me rend chez notre médecin de famille qui me connaît depuis plus de 20 ans. Quand je lui raconte mon histoire il diagnostique sans peine la dermatite de contact allergique du carton qui peut évoluer en eczéma récalcitrant. Avec ma peau sensible, les cloques et l'urticaire de mon enfance, je n'avais vraiment pas besoin de ça. Curieusement ces deux expériences en intérim, plutôt négatives, n'empêchent pas mon établissement en usine quelques mois plus tard.

Établie à Méru dans le département de l'OISE

Fin 1970 je suis envoyée à Méru avec Clément, camarade de la GP issu d'une grande famille d'industriels, pour y raviver et transformer en force la douleur et la rage anti-patronale toujours vivaces dans la mémoire des familles de victimes et dans celle des garçons et des filles survivants.



Il y a trois ans, le 11 mai 1967, un dramatique incendie a détruit en 10 minutes l'usine de conditionnement de bombes aérosol Rochel, alors que l'activité battait son plein.

Incendie de l'usine Rochel le 11 mai 1967

Bilan : plusieurs morts et beaucoup de blessés et, à l'époque, une grande mobilisation de la population et beaucoup de colère. Pourtant nous échouons dans notre mission car personne ne semble souhaiter réveiller un épisode aussi douloureux. Notre encadrement décide pourtant notre installation à Méru. Née à Paris sans avoir jamais vécu ailleurs je considère d'emblée cette ville de province comme un trou paumé. Méru a connu au 19ème et au début du 20ème siècle une période florissante mais n'est plus alors qu'une petite ville de Picardie endormie, tranquille et ennuyeuse. Clément trouve du travail avant moi. Il est employé comme manœuvre au nettoyage d'une grande cuve métallique de

stockage de produits chimiques. La cuve cylindrique une fois vidée, il y descend par l'échelle métallique plaquée contre la paroi et gratte toute la journée les résidus de produits qui l'encrassent. Il n'a comme protection qu'une combinaison de travail et un petit masque anti poussières alors que l'intérieur de la cuve continue de dégager des vapeurs nocives. Il tient quelques jours, revient chaque soir un peu plus fatigué, avec vomissements, céphalées persistantes, le teint de plus en plus terne. Finalement, un matin, il ne parvient pas à se lever et n'a pas le courage imbécile d'y retourner. J'embauche à mon tour dans une petite entreprise de boutons. Au début du 20ème siècle Méru était la capitale du bouton en nacre mais il ne reste plus que quelques unités de production à Amblainville, une commune située à 4 kilomètres au Sud de la ville, en pleine campagne. J'y suis recrutée comme ouvrière spécialisée (OS), c'est à dire "sans aucune compétence ni connaissance particulière". Dans mon atelier une quinzaine de femmes, surtout jeunes, travaillent assises. Elles puisent, dans les bacs de boutons nacrés placés sur la table devant elles, ceux de la bonne nuance, celle que nous réclame le chef d'équipe. A côté de chacune trois tas de plaquettes supports en carton, fendues 10, 15 ou 20 fois. Elles y insèrent, selon la commande, 10, 15 ou 20 boutons, parfaitement identiques. Le travail n'est ni à la chaîne ni fatigant mais répéter les mêmes gestes heure après heure et jour après jour est si monotone et répétitif que la journée s'égrène interminablement comme si le temps ne s'écoulait plus. Les échanges avec les collègues, malgré tous mes efforts pour les orienter vers le travail ou l'actualité sociale et politique, tournent toujours autour des amours d'une célébrité cinématographique en vogue, de recettes de cuisine ou des pleurs incessants du petit dernier de la voisine. Elles ne lisent pas, ni livre, ni revue, ni journal, n'apprennent les nouvelles qu'à la télévision (*en 1971 il n'y a que deux chaînes d'état contrôlées de près par le pouvoir*) et me paraissent désespérément puérides. Pour leur parler, car j'essaie quand même de me faire des copines, je m'applique à la vitesse grand V à rétrécir le spectre de mon langage de façon drastique en supprimant tous les mots qu'elles ne comprennent ni n'utilisent. Cette pratique, ardue au début, devient très vite facile et sa maîtrise me sera fort utile pendant mes douze années d'usine (*remarque : il est plus facile de perdre du vocabulaire que de le retrouver !*). Au terme de ma période d'essai, de guerre lasse, je démissionne et cherche un nouvel emploi. Si j'en crois mes certificats de travail soigneusement conservés, je suis employée au premier semestre de l'année 1971 chez Allibert, route de Pontoise-à Méru (du 18 janvier au 19 février), à la société Minigrip à Hénonville (du 11 au 26 mars) et à la société J.Wimet à Andeville (du 13 avril au 30 juin), soit de 15 jours à 2 mois selon l'entreprise. Aucune difficulté pour se faire embaucher malgré l'histoire un peu bancal servie aux recruteurs : un BEPC, quelques emplois en région parisienne dont je suis incapable d'attester, un compagnon et un logement quittés brutalement pour me réfugier dans l'Oise auprès d'une parente éloignée. J'ajoute : "*je n'ose pas retourner chercher affaires et papiers restés à mon ancien domicile*". Mon histoire passe comme une lettre à la poste car les besoins en personnel sont partout pressants.

A la société Allibert fabricant d'équipements en plastique pour l'électroménager et l'automobile (Méru)

J'entre le 18 janvier 1971 à Allibert - Méru, qui fabrique des pièces pour les industries de l'électroménager et de l'automobile. J'y vais en car de ramassage affrété par l'entreprise. L'usage de la voiture n'est pas aussi développé que maintenant, surtout chez les ouvriers. Beaucoup circulent en cyclomoteur, scooter, solex, mobylette ou vespa, certaines ouvrières aussi mais plus souvent en vélo. Le trajet dure plus d'une heure par les routes départementales car nous faisons de nombreux détours pour ramasser tous les travailleurs des communes avoisinantes et les conduire à l'entreprise, une grande bâtisse d'un seul bloc située route de

Pontoise au Sud de la ville. J'y travaille en rez de chaussée du bâtiment dans un immense local dont les portes de secours ouvrent sur l'extérieur sur trois côtés. Sur le dernier côté l'atelier ouvre sur un autre espace où trône une énorme machine sur pieds de près de 2 mètres de haut et 3 de long sans personne autour. Deux convoyeurs à bande parallèles séparés par une allée centrale assez large pour la circulation des engins de manutention qui alimentent en pièces brutes les postes de travail. Tout au long et de part et d'autre de chaque ligne de montage, autant de garçons que de filles, presque tous très jeunes, 16, 17 ou 18 ans. La pièce livrée en début de chaîne, un tableau de bord de voiture brut en plastique moulé, passe successivement entre les mains de tous les opérateurs de la ligne de production. Chaque ouvrier, outillé pour, effectue dessus une opération, une seule, toujours la même, ébavurage d'une arête, rajout d'un élément, fixation d'une pièce. L'interdépendance est complète entre tous les postes, chacun subordonné au précédent et impactant le suivant. Mes 24 ans me donnent l'impression d'être une vieille. Certains de mes jeunes collègues courent en se bécotant dès que sonne l'heure de la pause (1/4 d'heure) s'isoler imparfaitement derrière la grosse machine pour baiser hâtivement. Question travail ils sont redoutables. Ils vont si vite, ces gamins ! ils se font la course, battent record sur record, multiplient les prouesses débiles pour impressionner les filles qui ne sont d'ailleurs pas en reste. Je ne comprends pas comment c'est possible. Comme s'ils étaient une de ses composantes, ils font corps avec la chaîne et, quand elle accélère, ils accélèrent sans difficulté apparente. Moi bien sûr je coule dès le premier jour. Le rythme de la chaîne me plonge dans un état second comme le fait parfois la conduite automobile en solitaire. Je rêve, laisse aller mes pensées débridées, souvenirs d'enfance remontant du fond de ma mémoire ou vagues songes délirants à propos d'événements imaginés ou réels. Le chef d'équipe me fait tourner sur tous les postes à la recherche de celui où je tiendrais le rythme. A chaque fois, au bout d'une heure je prends du retard et les tableaux de bord s'amoncellent à mon côté. Je fais des efforts, essaie d'accélérer, en vain. A la mi-journée mon échec est patent et le changement de poste inévitable. Inapte incontestable au travail à la chaîne je décide alors de faire de mon échec une arme de combat. Avant la fin de la première semaine j'entame auprès de mes collègues de travail une campagne virulente contre les cadences et le profit capitaliste. De l'extérieur mes camarades GPistes m'appuient en distribuant un tract en sortie d'usine. Mon image en sort modifiée. De fille plus toute jeune et pas trop dégourdie je deviens celle qui n'a pas froid aux yeux, coule volontairement les cadences (*ils s'en sont convaincus tout seuls*) et ose défendre ses idées.

Au terme des quatre semaines de ma période d'essai je suis soudain renvoyée. Nous ne pouvons que répliquer. L'action est décidée, pensée et organisée par notre groupe local, Clément et les camarades de Chambly et Persant-Beaumont. Je suis chargée d'appliquer le plan arrêté et je le fais avec enthousiasme, trop heureuse de mener enfin une action militante significative sur mon lieu de travail. Deux jours après mon renvoi je m'introduis dans l'atelier par une des portes de secours et me mets à distribuer le plus rapidement possible un tract incendiaire contre Allibert, l'arbitraire du patron et de sa maîtrise, les cadences infernales et l'exploitation du capital. Je dois faire vite car il est prévisible que l'employeur n'hésitera pas à appeler les gendarmes. Les chaînes se sont arrêtées, les collègues de travail s'esclaffent et m'encouragent comme une championne. Par l'entrée principale trois uniformes font irruption dans l'atelier. Ils m'ordonnent de cesser immédiatement ma démonstration, je passe alors à la seconde chaîne sous les encouragements bruyants et accélère, sans m'affoler, ma diffusion. Les agents passent à la vitesse supérieure. Ils me courent après, me rattrapent, m'empoignent. Je crie : "*à bas le capital*" "*à bas les chiens de garde du patronat* » et tombe à terre. L'un d'eux m'attrape les jambes et me tire sur le sol en direction de la sortie de secours la plus proche. Je cède et me laisse embarquer, l'esprit tranquille d'avoir, à mon avis, rempli assez correctement ma mission. Ils me conduisent à la gendarmerie, relèvent mon identité mais ne me gardent pas. Je n'ai rien cassé ni volé et je

ne semble pas être à leurs yeux une menace suffisamment sérieuse contre l'ordre établi pour s'encombrer de ma personne.

A Minigrip fabricant de sacs plastiques à fermeture Zip (Hénonville)

Après trois semaines de battement, le temps de digérer cette expérience, j'entre à la société Minigrip, jolie petite usine à la façade blanche.

Les larges fenêtres de ses bureaux ouvrent sur de somptueux parterres de fleurs à l'entrée de la commune d'Hénonville. On y fabrique des sacs plastiques à fermeture zip de différentes tailles, épaisseurs, couleurs et pour tous les usages. J'y travaille deux semaines du 11 au 26 mars 1971 et suis renvoyée au terme de ma période d'essai car, là non plus, je ne fais pas l'affaire. Je suis en bout de chaîne, tout en amont. J'alimente les collègues de travail, que des femmes, en déroulé plastique qu'elles transforment en



pochettes après coupe, formatage et collage. Chaque rouleau de film plastique, monté sur de grosses bobines, pèse 35 kg. Quelques secondes avant que celle en cours soit complètement dévidée je dois la remplacer par une nouvelle amenée mécaniquement à bonne hauteur par une autre opératrice

pour un transfert sans effort. Il suffit de relever le loquet de fixation et de la faire glisser sur la barre de support. Les bobines s'amenuisent à la vitesse du travail réalisé en aval et je dois surveiller leur défilé pour opérer l'échange au bon moment, sinon celle en cours se dévide entièrement et le support saute hors de son logement Il faut alors remonter manuellement les 35 kg de charge sur la barre support avec l'aide d'une collègue, enquiller cette barre dans le système d'entraînement, rabattre les fixations et enfin lancer la bobine. Je réagis trop tard à 5 ou 6 reprises la première semaine avec pour résultat une perte de temps pour les ouvrières qui attendent en vain l'arrivée du déroulé plastique, l'agacement, voire l'exaspération de celles qui sont obligées de m'aider et l'énervement inévitable du chef d'équipe. Quant à moi l'épuisement est total. Je ne me crois ni "idiot" à "l'esprit ailleurs" ni "sur une autre planète", comme prétend le boss. Je suis sans doute seulement trop fatiguée pour faire preuve de la vigilance et de l'attention nécessaires. Je travaille en équipe alternée, la première semaine le matin de 5h30 à 13h30 et la seconde semaine l'après-midi de 13h30 à 21h30. A cela s'ajoutent réunions politiques se terminant parfois fort tard et actions militantes. L'usine est à 4kms au Sud-Ouest de Méru et j'habite à l'autre bout de la ville. La semaine du matin je me lève à 4h, me lave rapidement au lavabo, enfile mes vêtements, avale un café thermos, descends l'escalier et entame mon périple : je marche d'un bon pas, clacks aux pieds, traverse la ville noire, vide et silencieuse direction Sud-Ouest puis je rejoins la départementale 121 et la suis tout droit jusqu'à Hénonville. Dès la sortie de Méru la D121 n'est plus du tout éclairée. Rapidement elle croise l'autoroute A16 qu'elle passe en tunnel sans lumière. Le matin avant 5 heures et le soir après 21 heures il n'y a sur la route que moi et de très rares voitures. Fraise sur le gâteau : en 1971

Marcel Barbeault, tueur en série de femmes brunes, opère à Nogent sur Oise, tout près de Creil. Certes Méru est à près de 50 kms de Nogent sur Oise et je ne suis pas brune mais le tueur est dans tous les esprits et le sujet de toutes les conversations et, toute révolutionnaire que je sois, je suis saisie d'une sacrée trouille. Mon cœur cogne fort dans ma poitrine pendant la traversée du tunnel. Tout au long de la petite route j'avance vite et dès que j'entends au loin le vrombissement d'une voiture je me jette dans le fossé et me tiens immobile tant que les lumières du véhicule restent en vue. La seconde semaine la nuit est noire quand je sors de l'usine à 21h30 et que je m'engage sur la D121. Le premier soir aucun collègue ne rentre en ville à pied ou en voiture. Je suis toute seule sur la route obscure. A mi-chemin je remarque au loin une vive lumière rouge, stable et placée en hauteur. Je marche vers elle sans la quitter des yeux, échafaudant plein d'hypothèses sur sa nature et les raisons de sa présence. Je la fixe attentivement tout au long du trajet comme un naufragé suivant la lumière du phare. A l'entrée de Méru je découvre que ce n'est qu'une lanterne montée sur un câble tendu en hauteur reliant les deux maisons situées de part et d'autre de la route. Sacré soulagement ! La poitrine libérée du poids qui l'oppressait je respire enfin à pleins poumons et termine mon chemin avec des ailes aux pieds en chantonnant, toute guillerette, jusqu'au domicile de ma logeuse.

A J. Wimet usine Plasturgique (Andeville)

Deux semaines et demie après mon départ de Minigrip je suis recrutée par l'entreprise J. Wimet à Andeville, au Nord-Est de Méru et m'y rends là encore en car de ramassage. J'y travaille près de deux mois (du 13 avril au 30 juin) donc plus longtemps qu'à Minigrip et à Allibert mais je ne garde de cette usine que deux souvenirs : Jeanne, une collègue de travail, mère de famille de 35 ans, me prend en affection. Je crois bien que mon enthousiasme et ma foi dans un avenir socialiste égalitaire la touchent. Elle sait que je vis seule, que je suis assez démunie et me propose, en dépannage, de laver mon linge dans sa machine toute neuve. Je suis toute remuée et attendrie par cette manifestation de solidarité ouvrière. Et puis émerge dans ma conscience un atelier tout en longueur face à de grandes embrasures donnant directement sur l'extérieur. Nous passons devant chaque fois que nous entrons ou sortons de l'entreprise. Le long de ces fenêtres, une rangée de presses verticales pas plus grandes qu'un homme debout où la matière plastique est injectée et compactée dans différents moules. A la manœuvre des ouvriers noirs, tous noirs d'Afrique sub-saharienne en vêtement de travail gris dans la chaleur étouffante dégagée par les machines. Les mêmes, en sortie d'usine, après douche et vestiaire, sont méconnaissables. Élégants tirés à quatre épingles ils portent chaussures vernies, pantalons, chemises et vestes vivement colorés. A les voir apparaître l'un après l'autre, parés de rouge, vert, jaune, orange, de toutes les nuances imaginables, la démarche souple et ample, je me croirais à un défilé de mode.

Établie à Creil : À l'entreprise Lautrette et à la Cérabati

En quittant Méru pour Creil je décide que désormais je chercherai une entreprise où je puisse tenir un poste de travail dans la durée et construire une action militante. Objectif partiellement réussi puisqu'à Creil j'occupe successivement deux emplois, le premier à l'usine Lautrette du 13 septembre 1971 au 22 mars 1972 (6 mois) et le second à la Cérabati du 12 avril 1972 au 19 mars 1973 (presque un an). D'après mon contrat de travail la Cérabati est une entreprise de carreaux et dalles céramiques du bâtiment située à Pont saint Maxence. J'y tiens un emploi de

trieuse OS2 du 12 avril 1972 au 19 mars 1973, y travaille 44 heures par semaine en équipe alternée, la première semaine du lundi au vendredi de 13h30 à 21h30 et du lundi au samedi la 2ème semaine de 5h30 à 13h30. Je me souviens seulement y être rémunérée en partie au rendement, le salaire variant selon le nombre de carreaux traités. A Lautrette je ne passe que six mois mais mes souvenirs sont bien plus vivaces. L'usine fabrique filtres à air et silencieux surtout pour l'industrie automobile à Gouvieux, à 12 kilomètres au sud de Creil. J'opte pour le car de ramassage de l'entreprise bien qu'à cette époque je roule souvent en mobylette. C'est plus long à cause des détours, une heure de trajet au lieu de 30 minutes mais cela me permet d'engager la conversation avec des salariés d'autres services puisqu'il est interdit dans l'entreprise de pénétrer dans d'autres locaux de travail que le sien. L'usine est un grand bâtiment industriel avec de nombreux ateliers, outillage, assemblage, montage, peinture, emballage et je suis affectée dès le premier jour à celui des presses hydrauliques. Je signe d'abord dans les bureaux mon contrat avec le responsable du personnel. Il me remet ma carte de pointage et demande à quelqu'un de me conduire jusqu'au chef. Dès que je pénètre dans l'atelier le choc est brutal et violent. C'est comme si une armée de colosses métalliques frappait et fracassait tout ce qui entre dans leurs gueules monstrueuses. Des déflagrations de guerre agressent mes oreilles, des grenades explosent, des bombes pètent dans un vacarme strident. La première semaine tous les soirs, quand j'essaierai en vain de trouver le sommeil, j'entendrai encore et encore ce vacarme. Avec effort je me reprends, essaie de me concentrer sur ce que me dit le boss, du moins ce que j'arrive à en saisir dans le tintamarre ambiant. Il me conduit à l'une des machines et me confie à l'une des ouvrières. Je comprendrai assez vite qu'elle est sa chouchoute et son amante et qu'elle mène les autres à la baguette. Pendant qu'elle m'explique le travail à faire j'observe à la dérobée mon nouveau cadre de vie professionnelle. Un immense atelier mal chauffé par des radiateurs massifs, accrochés à mi-hauteur sur les murs, qui soufflent de l'air chaud et des rangées de presses hydrauliques pour le travail des métaux. Certaines, impressionnantes, toutes en hauteur, me paraissent gigantesques, quelques-unes, beaucoup plus petites, installées le long des murs, sont à travail horizontal et commandées par des ouvrières assises. Toutes sont à chargement et déchargement manuel, la plupart des grosses nécessitant de pénétrer dans l'espace dessiné par la descente du coulisseau. Mes 1,54 mètres et mes bras trop courts m'obligent à engager tête, bras et torse plus avant que d'autres ouvrières de taille plus grande. Lorsque, debout face à la machine, j'avance l'avant du corps dans l'habitacle pour atteindre l'emplacement où poser la pièce à usiner, juste sur l'outil, une vision incontrôlable m'envahit, celle de ma tête, de mes mains ou de mes bras écrasés par la descente accidentelle du coulisseau. La sécurité contre le risque d'écrasement est assurée par des bracelets asservis au fonctionnement de la presse que nous devons mettre à nos poignets avant de commencer le travail. Les premiers jours, à plusieurs reprises, oubliant mes poignets liés par ces simili menottes, je lève une main à mon visage pour une raison ou une autre, me toucher le cou ou passer les doigts dans mes cheveux. Dès que le coulisseau entame sa descente sur la pièce, mon bras est brutalement et violemment tiré vers l'arrière, presque arraché et la douleur de l'articulation endolorie de mon épaule me rappelle à l'ordre. En moins de trois jours j'ai compris. Pour ne pas souffrir il suffit d'anticiper et d'accompagner le mouvement commandé par les bracelets. J'ai l'impression de vivre l'apprentissage du singe ou du rat dressé en laboratoire. Le bruit ? Bizarrement je m'y habitue assez vite et mes nuits sont plus calmes. Le cerveau sait trier les informations qui lui arrivent mais l'agression physique des tympans perdure. Nous n'avons même pas de bouchons d'oreille pour nous protéger ! Quant aux projections d'huile de coupe sur les mains, le visage, dans les cheveux, les manches de la blouse où elle dégouline, leur odeur douceâtre, écœurante me poursuit hors de l'usine et imprègne mes vêtements et ma peau même après une douche appuyée et le lavage à 60° de la blouse et des habits portés dessous. Cancérigènes ou non, ces huiles ? A l'époque je ne me pose même pas

la question. L'hygiène est catastrophique. Les locaux sanitaires et vestiaires sont tout au fond de l'atelier. Les murs, les sols sombres, marqués de traces noiraudes, salis d'immondices variés difficilement identifiables, des lavabos sans eau, les cuvettes des WC jamais lavées, certaines bouchées et des odeurs pestilentielles permanentes. J'y vais le moins souvent possible, ne bois pas de la journée et me retiens tant que je peux. Parfois ce n'est pas possible et je m'y rends en me pinçant le nez, en évitant les détritiques qui jonchent le sol, et ne m'assois jamais. Jouxant les lavabos, un local vestiaires aux murs répugnants et pas assez d'armoires métalliques, souvent sans serrure ou la porte arrachée. Certaines, dont moi, sans vestiaire attitré, n'ont qu'une patère.

L'ambiance est lourde dans l'atelier. Véronique, maîtresse du chef, opprime le reste du personnel, exclusivement féminin. Elle porte rarement la blouse et son activité se limite à surveiller les filles, constituer sa cour, favoriser ses groupies et sanctionner les autres, leur refuser toutes leurs demandes et les affecter aux machines les plus fatigantes. Elle n'a pourtant aucun grade ni responsabilité officielle dans l'entreprise. Jeune et mince, elle est insupportable, exaspérante, minaude, se maquille et se remaquille, soigne sa tenue, jupes colorées et chaussures à talons. Se rebeller contre un tel favoritisme basé sur une histoire de cul semble impossible aux filles de l'atelier justement parce que celle qui en bénéficie est protégée. Un matin, au milieu du tintamarre habituel des presses, retentit un cri déchirant. Sur une petite presse horizontale une des filles s'est coincé la main entre l'outil et la pièce. Elle saigne abondamment et, paniquée, hurle de peur et de douleur. Je stoppe ma machine comme d'autres et nous nous regroupons autour d'elle. Le chef d'atelier rappelle, nous ordonne sans grand résultat de retourner à notre place et nous promet l'arrivée rapide des secours. Ils sont là dix minutes plus tard. Je n'ai jamais su les raisons de cet accident faute de délégué du personnel et de syndicat pour mener une enquête. Mobiliser, proposer une action collective, je n'y parviens pas, tant la peur est grande. Dans l'entreprise je discute quand même avec certaines collègues de mon atelier et quelques ouvriers outilleurs ou de l'atelier montage. Je fais la connaissance d'un portugais d'une cinquantaine d'années qui travaille comme un forcené pour se payer la maison qu'il construit au pays pour sa retraite. Il me fait de la peine. Il me raconte Salazar, la misère, la famille restée au pays et travaille régulièrement de 6 heures à 17h30, enchaînant équipe du matin et travail en journée. En tout cas, il est quand même plus facile de militer en usine à Creil qu'à Méru ! L'information circule mieux, les gens vont et viennent, bougent, échangent, fréquentent Paris, ont des amis dans de grosses entreprises de la région parisienne, certains ont connu 68 dans les rues ou en usine. Je peux parler des luttes ouvrières ou des actions de la GP sans paraître un OVNI. Début février 1972, un jour de travail habituel chez Lautrette sans histoire ni incident particulier, alors que l'heure de la sortie approche, une personne vient me chercher et me conduit à l'étage jusqu'au bureau du directeur. Accueil musclé ! Quatre pontes en face de moi, le directeur de l'usine et un représentant du Sièges trônant derrière le bureau en cravate et costume trois pièces. Debout de chaque côté, un à ma gauche et l'autre à ma droite en position d'encerclement le directeur des ressources humaines et le chef d'atelier. Ils semblent tous les quatre prêts à me sauter dessus. Je suis tendue et sur mes gardes. D'emblée le directeur d'établissement m'annonce un licenciement immédiat. Une personne bien intentionnée leur a rapporté que je vends la Cause du peuple, cet « affreux journal d'appel au crime » sur le marché de Creil. Elle m'a vue et bien reconnue. Je les sens affolés et fébriles. Visiblement je leur fait peur. Ils ont l'air terrorisés comme si j'étais la Révolution incarnée. J'en suis immédiatement rassérénée. J'argumente : liberté de penser, liberté d'expression et absence de motif de licenciement. Mais Ils ont déjà préparé mon compte, me remettent mon solde, mon certificat de travail, me versent le montant du préavis qu'ils m'interdisent d'exécuter. Ils semblent craindre une riposte voire une vengeance de ma part. A l'heure où je quitte l'usine le car est parti sans moi et je dois rentrer en stop. C'est dommage car, pour une fois, je ne me débrouillais pas trop mal au boulot et j'estime avoir prouvé qu'hors travail à la chaîne je peux occuper correctement un emploi ouvrier.

Établie à la Cit-Alcatel (Arcueil) 1973 - 1982

L'Usine, ses représentants, ses militants révolutionnaires et ses salariés

Des mois plus tard, rentrée à Paris je me fais embaucher comme "régleuse d'organe" (*sans rire*) payée au SMIG à la Cit-Alcatel, établissement d'Arcueil en proche banlieue Sud. Cette fois j'ai décidé de mentir le moins possible, avoue un Bac littéraire, une histoire merdique avec un mec, la nécessité urgente de gagner un salaire pour vivre de façon indépendante. L'embauche reste facile au printemps 1973. Je suis recrutée en microélectronique, secteur propre, sans travail à la chaîne, principalement féminin puisque précision, minutie et patience nécessaires pour ce travail sont des qualités reconnues traditionnellement aux femmes. Juste en face de l'entrée qu'emprunte la majorité du personnel un troquet offre une première halte matinale pour avaler un petit noir au comptoir. J'y retrouve toujours les mêmes, des ouvriers, des dessinateurs, des syndicalistes... certains prennent un petit blanc, voire deux, la plupart un café et nous échangeons quelques mots sur l'actualité du jour avant d'entamer la journée de travail. Une fois passée l'entrée et juste face à elle, un vieux bâtiment à plusieurs étages d'ingénierie de recherche

où je ne pénétrerai jamais. Dépassant ce bâtiment, à droite, les bureaux de dessin industriel installés dans des préfabriqués d'un seul niveau, place forte de la section syndicale CFDT où travaillent deux de ses dirigeants. Les dessinateurs y sont à l'étroit, répartis sur trois rangées de grandes tables à dessin à inclinaison mobile où ils tracent les plans à la main.



Table à dessin industriel

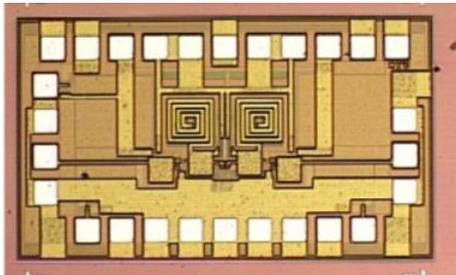
C'est avant que le dessin assisté par ordinateur- (DAO) bouleverse complètement ce métier. Je n'y pénétrerai qu'au bout d'un an quand nous viendrons solliciter l'appui du syndicat à la lutte des filles de la microélectronique pour un horaire flexible. Enfin nous arrivons au bâtiment principal. J'avoue que, pendant toute la durée de mon emploi à la Cit-Alcatel je ne m'intéresse ni aux recherches qui sont menées dans l'établissement ni aux fabrications réalisées, ni même aux risques induits même si j'en apprendrai plus tard au gré des rencontres avec techniciens et ingénieurs CFDT appartenant à l'importante division marine où sont menés recherches et travaux sur les ondes acoustiques dans les fonds sous-marins.

Pendant près d'un an je reste cantonnée au secteur qui m'emploie, celui de la microélectronique. Divisé en plusieurs services, il comprend des salles blanches, dont celle des répéteurs sous-marins, accessible par salle de repos et sas d'accès. Maquillage interdit, contrôles quotidiens « particules » avec obligation de porter coiffe, masque anti-poussières, gants et blouse toujours impeccable serrée aux poignets. Le grand atelier où je travaille, non sécurisé, est moins strict. Le port de la blouse y est obligatoire mais les prescriptions d'hygiène s'arrêtent là. Les filles, car seules des femmes y sont employées, se coiffent et se maquillent à leur gré, sans limitation de l'épaisseur de la couche de fond de teint ni du fard à paupières. Il donne sur l'extérieur par de larges baies vitrées et ouvre vers l'intérieur sur d'autres services par des portes maintenues grandes ouvertes. Quelques ingénieurs, tous hommes jeunes, toujours les mêmes, se rendent dans l'atelier pour discuter avec notre chef de problèmes de fabrication et en profitent pour draguer discrètement l'une ou l'autre des jeunes femmes aguicheuses qui leur sourient. L'un d'entre eux, marié, la trentaine, grand, épaules larges et sourire carnassier sort avec une de mes collègues d'atelier, jolie mais outrageusement maquillée. Quand je lui fais remarquer qu'elle

enlaidit son visage et le vieillit en se grimant ainsi, elle rétorque : « *Je ne peux faire autrement car je suis incapable de sortir ou de m'adresser à un homme sans maquillage* ». Ils se retrouvent pendant la pause de midi ou en fin de journée de travail dans un petit hôtel à proximité de l'usine. Malheureuse dans son couple, elle se contente de cette relation étriquée. Notre atelier ? Six rangées de tables dans le sens de la longueur et le bureau du chef d'équipe à l'une de ses extrémités, protégé et isolé par des cloisons transparentes toute hauteur. Il reste là en permanence contrairement au chef d'atelier qui n'a que rarement affaire directement aux ouvrières. Militaire de carrière en retraite, taille moyenne, pas du tout impressionnant physiquement c'est un connard fini, cassant, aboyeur, désagréable qui porte toujours la blouse grise de travail. A l'intérieur du périmètre de l'atelier deux espaces délimités par des cloisons transparentes en verre toute hauteur abritent les services de découpe au laser où travaillent Yoram (un malien sympathisant Lutte Ouvrière) et Ali, un autre malien qui aime parler avec les révolutionnaires sans opter pour une organisation en particulier. A côté du bureau du chef, une large porte de notre atelier ouvre sur celui de câblage traditionnel où, fait notable, sont employées six salariées sourdes et muettes bien intégrées dans le service et dans l'entreprise. La CGT y règne sans partage et sa déléguée syndicale, Francesca, militante d'origine italienne de plus de 40 ans, simple, énergique, gueularde, entière, avec tous les travers et les qualités de la CGT/PC.

Dans notre atelier, assises chacune à sa table de travail, avant soudage et câblage des composants, une vingtaine d'entre nous sont chargée de régler la valeur des pistes de circuits imprimés. Nous y faisons passer un faible courant électrique en les balayant d'un liquide électrolytique que nous étalons.

C'est du moins ce que j'ai cru comprendre car nous sommes des ouvrières spécialisées, simples exécutantes de gestes ordonnés par la hiérarchie, sans aucune connaissance scientifique en matière d'électricité, d'électronique ou de circuits imprimés. Heureusement pour moi chaque poste est indépendant des autres. Le chef nous confie un lot de circuits à régler aux valeurs et selon les consignes données, puis un autre quand le travail est terminé. Je me concentre sur la couleur des pistes. Elle change, dorée, rouge-dorée, verdâtre et prend de jolies nuances. Je travaille vite et bien, passe le plus régulièrement possible sur les pistes en respectant l'ordre d'exécution et les valeurs demandés, recherchant la satisfaction d'un travail esthétiquement harmonieux et bien fait sans rien comprendre à sa fonction technique. Dès la tâche confiée finie, je prends vite l'habitude de me lever pour me dérouiller les jambes et aller échanger quelques mots avec l'une ou l'autre de mes collègues à son poste de travail. Cela horripile mon chef d'équipe mais il mettra des mois avant de demander au service des Ressources humaines de m'infliger un premier avertissement puis, quelques semaines plus tard, un second.



Jusqu'à présent j'étais complètement isolée dans les usines qui m'employaient, sans soutien, sans aide ni relai dans l'entreprise, sans délégué du personnel ni autre instance représentative, Comité d'établissement et/ou Comité d'hygiène et de sécurité. A la Cit-Alcatel c'est totalement différent ! J'en suis ragaiillardie ! Pour la première fois depuis que je suis établie je côtoie des organisations syndicales et fréquente leurs représentants et leurs militants les plus marquants. La CGT, largement majoritaire dans le premier collège, celui des ouvriers et des employés, est surtout implantée dans les secteurs traditionnels du câblage et de la mécanique, outilleurs hyper qualifiés en tête, mais n'a personne en microélectronique sauf une militante révolutionnaire du

Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (PCmlf) La CFDT majoritaire chez les techniciens, est bien implantée auprès des ingénieurs et plus ouverte que la CGT aux militants d'extrême gauche. Quant aux militants révolutionnaires ils sont étrangement nombreux. Dans mon atelier Françoise, la militante du PCmlf maoïste « dogmatique » adhérente à la CGT, en poste toujours debout, grande, dos droit comme une planche, longs cheveux clairs est toujours bien documentée sur les dossiers qu'elle traite et défend calmement sans jamais s'énerver. Elle mène une action syndicale remarquable contre l'utilisation du fréon dans notre atelier pour nettoyer les circuits imprimés sans aucune protection. En effet, dans les allées centrales, à chaque poste de travail, un récipient sans couvercle de fréon dégage dans l'air ambiant des émanations inodores et incolores, certes, mais dangereuses car le fréon est un produit chimique nocif pour la santé qui peut entraîner arythmie cardiaque, confusion, somnolence et perte de conscience. Toujours dans notre atelier une autre Françoise est militante de Lutte ouvrière. Elle a eu, de son union avec un tunisien dont elle se sépare très vite, un enfant rapidement identifié comme caractériel avec de grosses difficultés scolaires qui vont conduire sa mère à quitter l'entreprise pour tenir auprès de la municipalité PC de Bagneux le poste d'écrivain public. Un matin, en arrivant au travail, nous apprenons que Julien, technicien de salle blanche, l'autre militant aguerrri de Lutte ouvrière, que je côtoie mais connais peu, célibataire vivant seul, a été retrouvé chez lui pendu sans que j'apprenne jamais les raisons de son geste. Le suicide d'une personne proche, rencontrée presque chaque jour dans l'entreprise est choquante et affecte toute la microélectronique, mais ce suicide d'un gars d'extrême gauche, à première vue équilibré, sans qu'il ne laisse rien paraître de son mal être jusqu'au dernier moment à ses collègues ni à ses camarades, ajoute de l'angoisse à la tristesse car il me confronte brutalement à l'abîme de solitude et de désespoir vécu par nombre de militants révolutionnaires dans toutes les organisations. Dans le même service Marie Laure, issue d'une grande famille bourgeoise, étudiante en droit avant de s'établir en usine, vouvoie ses parents et milite à Vive la révolution (VLR) comme Georges, un gars très sympathique, petite moustache, taille moyenne, cheveux châains ondulés et frisottants établi lui aussi mais dans un des services de Mécanique n'employant que des hommes. Rapidement des liens d'amitié se tissent entre moi et ceux de VLR qui ont rejoint l'organisation communiste des travailleurs (OCT) lors de sa création en 1976. Quand Marie Laure, devenue proche, m'avoue que Georges vient de donner sa démission de l'entreprise car sa compagne ne supporte plus son militantisme intensif ni leur rythme de vie induit par son établissement, il accepte de me rencontrer au café et, pendant deux bonnes heures, où il m'explique son désarroi, j'essaie en vain de le convaincre de revenir sur sa décision qui m'attriste et me déçoit.

Chaque organisation milite à sa façon. Lutte ouvrière fait, comme toujours, du tricotage point par point, pas à pas, discrètement, patiemment, avec des individus qu'ils repèrent pour leur intérêt envers la révolution socialiste version Trotski et Lambert. Ses militant(e)s s'immiscent dans leur vie personnelle et sociale et les prennent parfois directement en charge. Ils forment les sympathisants et les incorporent selon leur progression dans des cercles d'intégration de différents niveaux. Quant aux militants de l'OCT, après l'auto dissolution de la Gauche Prolétarienne, le 1er novembre 1973, à peine 8 mois après mon embauche, qui me laisse orpheline comme tant d'autres camarades, ils me proposent d'intégrer officiellement leur organisation. Ils sont vraiment très proches de mes idées, presque aussi Maos spontex que moi, attachent au rôle des masses populaires dans la révolution une place essentielle et je les rejoins sans état d'âme. Le passage de la gauche prolétarienne à l'OCT est si fluide que je suis incapable aujourd'hui de situer bien des événements dans l'une ou l'autre de ces deux organisations. Je ne connaissais même pas l'existence de VLR ni de l'OCT avant d'entrer dans l'entreprise !

De mars 1973 à la fin de l'année 1979, donc pendant plus de 6 ans, je travaille dans le même atelier, au même poste, sous l'autorité du même chef et avec les mêmes collègues de travail. J'ai le temps et de multiples occasions de me rapprocher de mes collègues, d'en apprécier certaines et d'apprendre auprès d'elles comment, de façon parfois surprenante, elles projettent et mènent leur vie. Dans un premier temps je me fixe pour objectif de construire ma place dans l'atelier en parlant à toutes, pour m'informer, cerner, comprendre leurs conditions de vie et de travail et de me lier aux ouvrières les plus dynamiques, le plus contestataires de l'ordre établi, celles à la personnalité la plus marquée, en espérant radicaliser leur aspiration au changement et y donner des perspectives révolutionnaires. Nous embauchons à 7h30 chaque matin, sortons à 16h30, déjeunons à 11h45 au premier service du restaurant d'entreprise géré par le Comité d'établissement. Rapidement je m'y rends avec des collègues d'atelier, Hélène, Rose, Karima, Monique à peu près de mon âge, mais aussi Christine, un peu plus âgée et Janine nettement plus qui a déjà de grands enfants. Puis je me lie à Justine et à Valérie, deux filles en révolte contre un peu tout. Elles ont toutes, à divers titres, une personnalité intéressante, parfois surprenante, souvent attachante. Janine, ni militante syndicale ni révolutionnaire mais ferme, déterminée et entreprenante, mère de quatre enfants dont l'aînée a vingt ans, a quitté son époux en emmenant ses enfants le jour où elle a appris qu'il la trompait. Au déjeuner et à la pause, au bout de quelques discussions elle reconnaît avoir préféré, pour se préserver, la fuite à l'affrontement avec une rivale plus jeune, fatalement plus attirante avec la certitude de vivre des moments douloureux d'incertitude et beaucoup de souffrance. Depuis elle s'est mise en ménage avec un cousin avec lequel elle entretient depuis des lustres une relation privilégiée. Un beau jour, la mine défaite, elle nous annonce que son benjamin, le seul garçon de la phratrie, à peine adolescent, souffre d'une leucémie. A notre époque (*en 2016*) les traitements pour soigner les leucémiques ont énormément progressé et j'ai même lu que 90% des enfants atteints de cancer du sang seraient guéris mais on est très loin de ce résultat dans les années 70. Il est longtemps malade, plusieurs années, traitement après traitement échouant l'un après l'autre, une petite rémission, une rechute, une autre rémission suivie d'une rechute plus sévère. Le courage de Janine force notre admiration. Elle s'absente du travail mais peu et tient bravement le coup pour son fils et ses autres enfants à force de volonté. Les médecins décident finalement de tenter une greffe de moelle osseuse et la direction de l'entreprise, relayée par le médecin du travail et le service médical, donne son accord pour lancer auprès du personnel un appel à don de moelle. Plusieurs dizaines de salariés, de toutes catégories professionnelles, des ouvrier(e)s, des techniciens, des ingénieurs, femmes et hommes des différents services, sont volontaires pour effectuer les tests de compatibilité. Avec d'autres collègues de la microélectronique je le suis aussi malgré ma trouille des piqûres dans la colonne vertébrale et surtout de la greffe elle-même, très longue, au cas où je serais compatible et retenue. La greffe a-t-elle eu lieu ? Je ne sais plus mais, si oui, elle a échoué. Un jour de grisaille nous sommes nombreux, salariés de l'entreprise, à nous rendre au cimetière de Montrouge pour enterrer le garçon, après une cérémonie à l'église car, seul croyant de toute la famille il a réclamé avant de mourir un service religieux. Janine, pourfendeuse de curés et profondément athée, a tenu à respecter sa demande et nous devons supporter sans broncher le discours inepte et passe partout du prêtre sur le bonheur de rejoindre le seigneur. En rejoignant la voiture qui m'a amenée, en fin de cérémonie, j'éclate en sanglots : Quelle impuissance devant un tel malheur ! Injuste, révoltante, la vie parfois est vraiment trop moche. Janine préfère reprendre rapidement le travail et, à sa demande, nous n'en reparlerons quasiment plus. Elle recherche dans le boulot, me dit-elle, un temps de respiration permettant de tenir la douleur en respect pendant quelques heures. Karima et Rose sont deux amies inséparables, aussi dissemblables qu'on puisse l'être. Karima, marocaine au physique carré un peu lourd, habite chez ses parents dans une cité HLM de Bagneux avec de nombreux frères et sœurs. Rose, jolie comme une poupée Barbie, taille fine, seins ronds et fermes haut sur la poitrine, agréable minois, yeux pétillants, bouche pulpeuse, belles dents blanches et sourire

engageant remporte auprès des hommes un succès garanti dont profite indirectement Karima. Elles partent en vacances ensemble, aiment la fête, n'ont pas froid aux yeux, jettent allègrement aux orties les interdits familiaux, veulent profiter de leur jeunesse et croquer la vie à pleines dents. A leur retour de vacances d'été dans les îles grecques elles me racontent avec fierté comment elles ont échappé de peu à un réseau de prostitution. Elles séjournèrent dans un hôtel paradisiaque pour quelques jours, rencontrent au bord de la piscine deux mecs mignons à croquer qui leur proposent une partie fine sur un bateau contre une certaine somme d'argent en drachmes. L'un des deux, celui resté seul avec Rose, se montre rapidement menaçant et brutal. Sans même s'être donné le mot, elles simulent l'adhésion au projet de partouze sur le bateau et s'enfuient discrètement de l'hôtel à l'aube en quittant l'île par le premier bateau. Karima me confie un jour, à propos de Rose, que son nouveau copain, Pédro, un bel italien au physique avantageux, ami sérieux puisqu'ils envisagent le mariage dans moins de six mois, s'inquiète de ce que sa future femme jouisse immanquablement à peine effleurée. Craignant de ne lui être ni nécessaire ni même utile dans la relation sexuelle il s'inquiète de la réussite de leur futur couple. Hélène est une autre copine, plus posée, quasi effacée, un peu terne qui s'intéresse à tout. Nous discutons famille, procréation maîtrisée « un enfant si je veux, quand je veux », questions sociales et politiques. Elle vit en couple et décide avec son compagnon de faire un enfant. A mi-grossesse elle enfle du visage, des articulations des doigts, des poignets, des chevilles de façon effrayante et ce gonflement des tissus la fait souffrir de plus en plus. Son médecin diagnostique un œdème sérieux et un début de surtension. Il la terrorise en évoquant des risques de toxémie gravidique et de pré-éclampsie, et la met au régime strict sans sel. Nous, ses collègues et amies, nous nous mobilisons pour l'entourer, la rassurer, la consoler et l'encourager à respecter ce régime que le restaurant d'entreprise accepte de suivre spécialement pour elle. Le terme de sa grossesse enfin arrivé sans nouvelle alerte elle accouche sans difficulté particulière d'une petite fille, toute menue au visage fripé qui me fait penser tout de suite à celui d'une vieille grand-mère mais, bien entendu, je retiens ma langue et la déclare toute mignonne. Elle fera d'ailleurs une très jolie fillette quelques années plus tard. Christine, de dix ans mon aînée est d'une autre carrure. Sourde d'une oreille en raison d'une otite mal soignée pendant son enfance au fond de la campagne normande dans les années de la reconstruction d'après-guerre, elle en a bavé toute la vie. C'est une dure, dure à la douleur, dure aux difficultés de la vie, ni craintive ni impressionnable. Elle aurait fait une excellente résistante pendant l'occupation. Très jeune elle met au monde un premier enfant, un garçon qu'elle confie à sa mère en Normandie, puis une petite fille, Samira, qui a pour père son actuel compagnon, un tunisien. Elle nous montre des photos de la petite, adorable, entourée de cousins, cousines, oncles et tantes, sur la plage ou dans la maison de la Marsa bordée de jasmins odorants, près de Tunis, où elle vit dans la famille de son père. Christine ne la voit que pendant les congés d'été. Curieusement, alors que visiblement elle l'adore, elle ne paraît pas souffrir de cet éloignement. Détendue, paisible, tranquille, sans manifester d'affect particulier, elle me donne des explications rationnelles et objectives : « *Quand Samira est née nous vivions tous deux dans une chambre de bonne et nous ne voulions pas imposer à notre fille des conditions de vie aussi dégradées. J'ai préféré l'envoyer en Tunisie où elle mène une vie agréable et heureuse, au bord de la Méditerranée, entourée de gens qui la choient bien mieux que je ne pourrais jamais le faire* ». Je veille à ne pas jouer « la mère la morale » qui chercherait à la culpabiliser d'avoir abandonné ses deux enfants, mais ma curiosité est éveillée et, toute excitée, je la questionne et la re-questionne sur la façon dont elle vit sa maternité. A cette époque où j'exclue totalement l'éventualité d'avoir un jour un enfant je suis sûre que, si j'en avais un, je ne le lâcherais pas ainsi. Le lien avec la mère nécessite-t-il une proximité de vie ou peut-il s'épanouir dans cette autre façon de vivre la famille, le couple, les enfants ? Dans ce cas de figure les enfants échappent-ils au sentiment d'abandon ? Ont-ils accès au même bien-être, au même sentiment d'être aimé ? Sans doute oui dans des sociétés à famille élargie comme en Afrique ou dans le

monde arabe mais dans notre monde judéo-chrétien à famille mononucléaire cette façon de vivre la famille détonne et interroge. Christine assume, imperturbable : « *Mes enfants sont heureux, plus que s'ils partageaient ma vie* ». Justine la petite trentaine, célibataire sans enfant, sûre d'elle, délurée, ne se maquille que rarement quand elle a un plan de drague en boîte. Elle couche facilement sans exclusive d'âge, de milieu social, d'origine et de culture, adore adopter des attitudes et des propos provocateurs et bousculer celles qu'elle juge timorées, engourdis dans une vie trop pépère. Sa copine Valérie, grande femme aux cheveux roux frisés, venant du Nord, n'a pas la langue dans sa poche ni froid aux yeux. C'est une battante, râleuse, grande gueule qui ne se laisse pas marcher sur les pieds. La lutte, l'affrontement avec le chef ou le patron sont vendeurs auprès de ces deux révoltées car elles détestent l'autorité, et affectionnent tout ce qui bouge. Quant à Monique, elle devient rapidement ma plus proche sympathisante, studieuse, sérieuse, comme une bonne élève en classe. Elle s'attaque vaillamment à tous les bouquins, revues, textes dont je lui recommande la lecture. Terne d'aspect, maladivement timide et effacée, de personnalité immature, affectivement infantile, considérée depuis l'enfance comme la ratée de la famille, elle souffre d'un énorme sentiment d'infériorité qui lui pourrit la vie. Elle voit dans la promesse de la révolution l'espoir de se sortir du mal-être où elle est enlisée. Mes plus proches copines sont presque toutes célibataires sans enfant, Karima, Rose, Hélène jusqu'à la naissance de sa fille, Monique, Justine et Valérie. Quant à Christine elle ne vit pas avec eux et ceux de Janine sont déjà grands.



Lutte des ouvrières de la microélectronique pour l'horaire flexible

Elles vont toutes jouer un rôle actif dans la lutte de la microélectronique pour un horaire flexible. Horaire flexible, quelle affaire ! Je n'y connais rien, ne me suis intéressée ni aux débats des sociologues ni aux positions défendues par les organisations syndicales ou patronales et j'ignore même, jusqu'à ce que les collègues en débattent, qu'une toute nouvelle loi du 27 décembre 1973 autorise l'employeur à remplacer l'horaire collectif, avec arrivée, déjeuner, départ obligatoirement à la même heure pour tous les salariés d'un service, par un horaire individualisé, à la seule condition que le Comité d'entreprise ne s'y oppose pas. Les filles de mon atelier, informées par la télé, la radio, des amis ou connaissances (*n'oublions pas que nous sommes à Paris et que, contrairement à ce que j'ai connu à Méru, les informations circulent dans tous les sens*) se passionnent pour ce nouveau système d'horaire qui les fait rêver. Certaines viennent de loin en transport en commun, ont souvent plusieurs correspondances, jonglent avec les horaires de la garderie, de la nounou ou de l'école et ceux des bus, trains, métro régional (*les RER ne sont encore qu'à l'état de projet*) pour arriver à l'heure et se trouver en blouse à 7h30 tapantes à leur poste de travail. Que des femmes ! La plupart jeunes, beaucoup mères d'enfants de moins de dix ans. Elles n'en peuvent plus de la course permanente entre leurs deux emplois, celui d'ouvrière à l'usine et l'autre, avant l'embauche et après la journée de travail, soin des enfants et du mari, relation avec la crèche ou l'école, courses, bouffe pour toute la famille, ranger, laver etc...Elles sont écœurées des transports bondés où elles doivent souvent voyager debout, tous serrés les uns contre les autres. Depuis que je suis embauchée je les entends se plaindre de fatigue, certaines même d'épuisement et j'entends les remarques désagréables du chef pour quelques minutes de retard. Mais depuis quelques semaines le ton a changé. Les discussions vont bon train en pause, aux toilettes, à la cantine, de plus en plus passionnées. Bien sûr il y a des mécontentes que nos

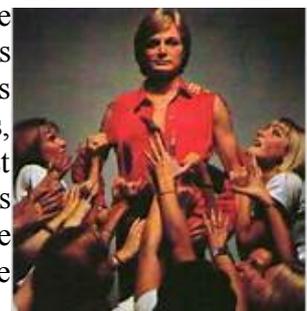
revendications indisposent et plusieurs nous engueulent, nous reprochent de « foutre le bordel » et d'indisposer le chef. De plus en plus hargneux, il commence à s'énerver des pauses café qui s'éternisent et des conversations entamées aux toilettes qui se prolongent de plus en plus, souvent jusque dans l'atelier, de poste en poste, de rangée à rangée, entre deux lots de substrats. Un beau matin il tombe à bras raccourci sur une collègue pas spécialement revendicatrice arrivée à 7h50 au lieu de 7h30. Voilà qu'elle se rebiffe, proteste, s'énerve, fait valoir qu'elle a quitté son domicile à la même heure que d'habitude, 6h15 et qu'elle a été retenue contre sa volonté dix minutes par la nounou de sa fille, explication de son retard. Le ton monte. Nous redressons nos têtes penchées sur les circuits imprimés. Je me lève, mes copines aussi et d'autres qui réclament depuis des semaines de la souplesse dans leurs horaires de travail ; rapidement un attroupement se forme autour de la collègue en difficulté. Je sais par Marie Laure que la même exaspération règne au service des répéteurs sous-marins (salle blanche). Je ne sais plus comment, rejointes par des ouvrières de la salle blanche, nous nous retrouvons entre 80 et 100 filles, plus de la moitié de l'effectif de la microélectronique, hors de nos ateliers et bientôt dans la cour, à crier : « *nous voulons l'horaire flexible* ». Elles rigolent, se congratulent d'avoir osé sortir, pleines de fierté et d'espoir, se moquent de la couardise de celles qui sont restées le cul collé à leur siège. J'improvise d'une voix forte et claire une harangue car, en pareilles circonstances, je ne vois pas comment échapper au discours, mais ce nouveau costume de leader menant ses troupes au combat n'est pas facile à enfiler. N'empêche ! Ce débrayage spontané sur une revendication née dans l'atelier, construite par les ouvrières elles-mêmes, est idéal pour des maoïstes spontanéistes plus ou moins anti - syndicalistes comme Marie Laure et moi. Maintenant que nous sommes en grève, que faire ? Discussion rapide entre nous deux : battre le fer quand il est chaud, ne pas prendre le risque de retourner au travail sans avoir rien obtenu, pas même un entretien avec la direction, veiller à ce que notre belle épopée ne se termine pas en queue de poisson ni par le licenciement des meneuses pour avoir lancé un mouvement de grève sauvage, hors syndicat. Nous hésitons un instant : forcer en masse la porte du directeur de l'établissement et le contraindre à nous écouter ? Entraîner nos collègues jusque-là alors qu'elles sont pour la plupart inconscientes des risques encourus ? Demander à une organisation syndicale de reprendre en son nom notre revendication ? Après quelques hésitations, nous fonçons toutes les deux au bureau des dessinateurs demander soutien et aide aux responsables de la CFDT et nous tombons de haut. Ils nous écoutent mais se disent contre. Une discussion s'engage, âpre et difficile. Ils argumentent : « *Les horaires individualisés ? C'est l'envol de l'individualisme et la fin annoncée des revendications collectives pour la réduction du temps de travail, l'amélioration des transports en commun et des équipements collectifs pour les jeunes enfants* ». Nous insistons : « *Les filles sont en grève, impossible de les abandonner ! Comment pouvez-vous dédaigner une revendication qui vient de la base et qui répond aux préoccupations quotidiennes des femmes ouvrières ?* » Nous leur racontons les retards répétés inévitables, les engueulades et les menaces du chef, l'exaspération du personnel. « *Il faut au moins obtenir de la souplesse dans les horaires !* Nous bataillons ferme : « *Si vous nous refusez votre aide, les filles de la microélectronique se sentiront trahies par la CFDT, syndicat soi-disant défenseur du personnel et la rancœur sera si profonde que vous pouvez tout de suite enterrer tout espoir d'un travail syndical auprès d'elles* » Ils finissent par reconnaître comme autre motif à leur peu d'enthousiasme la crainte d'une complication du travail militant : « *si les salariés entrent et sortent à des heures différentes l'organisation des réunions et des diffusions de tracts va devenir un vrai casse-tête. Nous n'allons quand même pas rester pendant des heures aux portes de l'usine ! toutes nos heures de délégation y passeraient !* » Mais d'un autre côté ils sont épatés par le déclenchement d'une lutte en microélectronique, véritable scoop et voient dans l'apparition d'une nouvelle génération de militantes décidées à conduire le mouvement une aubaine et peut-être l'occasion inespérée de pénétrer enfin dans un secteur de l'entreprise fermé jusque-là à toute influence syndicale. Ils finissent par couper la poire en deux, d'accord

pour relayer notre demande d'entrevue avec la direction, protégeant ainsi les grévistes d'une éventuelle sanction mais insistent de façon suspecte sur le droit d'opposition du Comité d'entreprise auquel ils ne comptent pas renoncer. *"Si la majorité des élus n'approuve pas la proposition formulée par la direction son application en sera empêchée"*. Scandalisées nous trouvons ce droit exorbitant face à la mobilisation des salariées en lutte. *(Des années plus tard, contrôleur puis inspectrice du travail je nuancerai ma position)*. Lors de l'entrevue réclamée et obtenue, sur notre insistance et comme s'y était engagée la CFDT, en présence de plusieurs représentantes de la microélectronique, la direction accepte d'engager des discussions sur la mise en place d'un horaire plus souple et moins contraignant conformément à la nouvelle loi mais le dossier s'enlisera pendant des mois dans des discussions interminables et les filles y verront un échec de notre mouvement : *« tout ce que nous avons fait ne sert à rien. On ne m'y reprendra plus ! Je ne ferai plus jamais grève ! »* concluent certaines. J'en suis navrée. Comment réussir à leur faire partager mon sentiment que la grève en elle-même est une victoire, un moment de parole, d'espoir de changement, d'action commune où vit pendant quelques semaines un collectif de travail tendu vers un même but ? Je reparle à mes camarades les plus proches de ce que nous avons vécu, l'apprentissage de la lutte, préparation de combats ultérieurs, l'élargissement du champ des possibles et la prise de conscience de notre force dès que nous sommes unies mais je sens bien qu'elles ne sont pas vraiment convaincues par mes discours. Cette différence d'appréciation et d'analyse d'une expérience qui nous a pourtant été commune confirme l'écart irréductible entre elles et moi dont je suis consciente depuis longtemps. Même si je reste ouvrière jusqu'à 60 ans, ce que j'envisage sérieusement à cette époque, je ne serai jamais une ouvrière comme les autres.



Si le moindre doute en restait encore, l'annonce dans l'atelier du décès de Mao-Tsé-Toung puis celle de l'accident mortel de Claude François l'ôterait complètement. Bizarrement je garde l'impression que les deux événements se sont produits à quelques jours d'intervalle alors qu'après vérification je découvre que le président Mao-Tsé-Toung meurt le 9 septembre 1976 et Claude François le 11 mars 1978, soit un an et demi après. Ce tour de ma mémoire me laisse baba. Mais

en y réfléchissant, ce rétrécissement du temps, cette confusion de dates ne font que révéler la brutalité, et la violence de cette démonstration du divorce irrévocable entre elles et moi : une émotion pareillement intense, profonde... pour des idoles aux antipodes ! Je travaille sagement à mon poste quand la nouvelle du décès du président Mao-Tsé-Toung parvient à mes oreilles et j'en suis immédiatement ravagée et dévastée comme si j'apprenais la mort d'un être proche. En 1976 je nourris toujours à son égard le même amour, la même admiration, la même vénération en tant que plus grand révolutionnaire de tous les temps. Toutes mes collègues s'en moquent éperdument alors que seule dans ma douleur, plongée dans une profonde tristesse, je ne trouve personne qui puisse me comprendre, pas même Monique ou Christine. Cela fait bien longtemps que je n'ai pas ressenti une telle sensation d'isolement. A la mort de Claude François, c'est l'inverse ! Quand l'information fuse dans l'atelier que le chanteur s'est électrocuté dans sa baignoire, c'est la consternation et rapidement, des filles fondent en larmes, sanglotent, certaines, au bord de l'évanouissement, sont conduites à l'infirmerie. Plus personne ne travaille et le chef ne dit rien.



Serait-il lui aussi un fan de Cloclo et de ses Clodettes ? J'observe, perplexe, ce spectacle sidérant. Je me fiche et contrefiche de la mort de Claude François ! Quelle idée saugrenue de

toucher une ampoule électrique tout mouillé et les pieds dans l'eau ! J'aurais bien envie de vanner là-dessus mais je me retiens, consciente d'être à contre-courant et qu'il est plus sage de fermer ma gueule. Constat un peu douloureux auquel je ne m'arrête pas trop puisque je n'y peux pas grand-chose et que ce n'est pas vraiment une découverte.

Dans les instances représentatives

Depuis l'affaire de l'horaire flexible je ne me cantonne plus à la microélectronique. La CFDT nous propose d'adhérer et s'engage à nous confier sans tarder des mandats représentatifs qui nous protégeront du licenciement que l'employeur prépare à notre égard. Très exposées dans le mouvement pour l'horaire flexible, le directeur nous a en effet identifiées rapidement comme ses instigatrices et meneuses (*le licenciement d'un délégué n'est possible qu'avec l'autorisation de l'inspecteur du travail*). « Si vous voulez continuer à militer dans l'entreprise », nous disent-ils, « Il faut vous engager syndicalement ». Ils nous promettent une totale liberté d'expression de nos idées au sein de la section syndicale. C'est ainsi que nous entrons à la CFDT, Marie Laure et moi, avec plusieurs collègues de nos ateliers respectifs et, du jour au lendemain, je suis bombardée représentante du personnel au Comités d'Hygiène et de Sécurité (CHS) (*devenu CHSCT en 1982*). Je ne me passionne pas à l'époque pour la santé et la sécurité et, avec le recul de 32 années d'inspection du travail depuis 1982, je dois avouer, honteuse, un mandat très mal exercé et son détournement car j'y trouve surtout le moyen d'exercer mon activité politique. J'assiste à toutes les réunions mais m'exprime peu car je n'ai jamais grand-chose à dire faute d'enquêtes et de recherches sur les risques professionnels auxquels sont exposés les salariés dans les différents services de l'entreprise. J'hérite même un temps d'un mandat de déléguée syndicale CFDT, toujours pour assurer ma protection contre le licenciement, sans rien connaître du rôle, des obligations, des droits attachés à ce mandat. Pour moi une seule activité militante vaut vraiment le coup, la préparation, l'organisation, la conduite de la GREVE, apprentissage de la révolution à venir quel qu'en soit le thème initial de mobilisation. Le cercle de mes connaissances s'élargit naturellement grâce à ma présence dans la section syndicale et, grâce aux visites réglementaires du CHS, balades dans tout l'établissement, avant ou après la réunion, des représentants du personnel et de la direction réunis. Je pénètre enfin dans des services et divisions de l'établissement, comme la Marine ou la Mécanique qui m'étaient interdits jusques là.

La mécanique : phallocratie et solidarité ouvrière

La Mécanique est un long atelier assez bruyant, sans ouverture sur l'extérieur, toujours éclairé à la lumière des néons, avec plein de machines d'usinage des métaux, tours, fraiseuses, rectifieuses, presses et autres. Pour être franche, cela m'arrange de ne pas y pénétrer seule, car les métallos m'intimident, me mettent mal à l'aise, leurs sifflements, les grandes photos pornos de femmes à poil sur papier brillant trônant derrière la machine de chaque gars, ou presque, collées sur la face interne des portes maintenues grandes ouvertes de presque toutes les armoires à pièces et à outils, leur épaisse chevelure lâchée, leurs gros seins, les jambes largement écartées exposant le détail de leur sexe et les plaisanteries graveleuses de la



plupart des gars. Immanquablement je deviens écarlate sans savoir quelle attitude n'adopter ni quoi répondre. Leur rentrer dedans, mettre en cause leur phallocratie ou faire comme si je n'entendais rien et m'adresser à eux comme si de rien n'était ? La hiérarchie tolère et laisse faire. Pas un seul rappel à l'ordre ni la moindre remarque. Bien entendu tous les métallos ne sont pas comme ça mais ils doivent la fermer s'ils ne veulent pas se mettre les autres à dos ni se faire traiter de tapette.

Il n'y a que des hommes en Mécanique, en bleu de travail pantalon et veste ou combinaison selon leur choix, une majorité d'européens à peau claire, jeunes autour de la trentaine, tourneurs, fraiseurs, rectifieurs, ajusteurs, chaudronniers, soudeurs, outilleurs, tous professionnels, la plupart hautement qualifiés et fiers de l'être, conscients d'appartenir à l'aristocratie ouvrière. Ils effectuent tous les réglages sur leur bécane et s'en sentent responsables (*c'est avant les machines à commande numérique*). La CGT, pas trop exigeante sur l'idéologie de ses membres règne sans partage sur ce secteur de l'entreprise. Un jour nous apprenons que Francisco, ouvrier hautement qualifié employé depuis de nombreuses années dans l'entreprise, à la carrure et au caractère tout en rondeur, frimousse joviale, la cinquantaine, anarchiste réfugié d'Espagne depuis que Franco a pris le pouvoir, connu et aimé de tous et toutes pour sa gouaille, ses gueulantes anti patronales, ses blagues même pas salaces, est menacé de licenciement pour faute grave, sans indemnité de rupture, pour avoir sorti une benne de ferraille de déchets d'usinage. Dans les années 70 le prix des métaux n'atteint pas les niveaux d'aujourd'hui (*du fait de la demande de la Chine et des pays émergents*) et la récupération des déchets métalliques n'est pas encore un secteur industriel florissant. Pourtant la direction veut faire un exemple et l'accuse de vol ! Quelle hypocrisie ! Ils ne retirent pas un centime de la ferraille puisqu'ils la jettent à la benne et paieraient même son enlèvement par une société spécialisée. C'est révoltant et un abominable scandale ! Je ne suis même pas sûre qu'il ait sa carte CGT mais toute la Mécanique, syndiqués et non syndiqués, fait bloc autour de lui. Rapidement, avant que son entretien préalable à licenciement ait lieu, les mécanos font circuler l'information dans toute l'usine. Tout le monde en parle et beaucoup se demandent comment manifester leur soutien et faire reculer la direction. Une collecte est lancée, un tract syndical unitaire sort, CGT et CFDT, une pétition signée par près de 70% des salariés de l'usine est portée par une délégation des services à l'employeur qui ne s'attendait pas à une telle émotion ni à un mouvement de solidarité aussi fort. La direction se laisse un délai de réflexion. Finalement elle renonce au licenciement pour faute grave et le remplace par une mise à pied de 8 jours. 8 jours sans salaire est une lourde sanction mais Francisco garde son emploi et nous sommes tous contents, conscients que nous venons de remporter collectivement une belle victoire.

Ma vie et mon milieu social centrés sur l'usine

Je gagne peu, quelques centimes de plus que le salaire minimum mais j'arrive à faire des économies car je dépense peu, n'achète pas d'équipement ménagers ni électroniques, fréquente les friperies, les puces de la porte de Montreuil, Emmaüs pour les achats importants et n'ai pas de voiture. Je ne souffre pas de ce mode de vie un peu spartiate ni ne m'en plains. Je sors souvent avec mes copines d'atelier et participe à leurs fêtes. Une année, pour mon anniversaire, j'en organise une dans l'appartement de Janine, le seul disposant d'un salon assez vaste pour nous réunir toutes. Comme toujours je vois les choses en grand, confectionne dans des bacs en plastique soigneusement désinfectés des salades composées en tous genres, apporte des pizzas diverses et variées, des fromages, des gâteaux faits maison, en quantité plus que suffisante et nous mangeons assises par terre sur le dalflex. Nous nous marrons et nous dansons, rien que des filles. Elles viennent toutes, Janine, Rose, Karima, Hélène, Christine, Monique, Justine, Valérie, Delphine et deux ou trois autres. En cadeau je reçois l'adorable poupée clown de 70

centimètres des pieds au sommet du crâne dont je ne me suis jamais séparée depuis, tant j'y suis attachée. En 1979 presque tous les vendredis soir, je réunis pour une bouffe conviviale, dans mon appartement de Bagneux au 12ème étage d'un bâtiment de la cité HLM des Musiciens (*rue Claude Debussy*) mes contacts, sympathisants, camarades, amis travaillant à la CIT-Alcatel. Nous posons à plat, sur des tréteaux achetés pour, la porte du couloir qui conduit aux deux chambres de mon trois pièces qui se transforme ainsi en une table de 2,50 mètres de long. je leur sers des plats concoctés avec soin et ferveur, bon marché mais savoureux, paellas, couscous, bœufs bourguignons, pâtes aux moules et aux crevettes, risottos, gratins, salades composées en tous genres, gâteaux au fromage, tartes aux pommes, aux abricots, aux prunes. Ils se chargent des boissons. A cette époque je me défends assez bien en cuisine et je crois n'en avoir jamais fait autant que pour eux ! Nous sommes une douzaine, parfois plus, parfois moins, François et sa copine, les deux André de la division Marine, Marc, Delphine, Monique, Christine qui habite dans la même cité HLM que moi, parfois Yoram et quelques autres dont le nom ne me revient plus. Amour fou et résultat d'un satané coup de foudre, la copine de François, nettement plus âgée, a quitté son mari et ses deux enfants pour s'enfuir avec lui. Marc, marié, un enfant, est l'amant de Delphine, sa proche collègue de travail. Contrairement à sa femme elle partage ses idées révolutionnaires et son esprit contestataire. Il mourra à 50 ans une dizaine d'années plus tard dans les locaux sociaux de sa nouvelle entreprise à la pause de midi alors qu'assis sur un banc il se repose entre deux sets d'une partie de tennis entre collègues. J'en suis informée par le coup de fil du responsable de sa section syndicale CFDT car, un ou deux mois auparavant, ils s'étaient rendus tous les deux à mon bureau d'inspectrice du travail géographiquement compétente pour un problème dans leur société et nous nous étions retrouvés avec grand plaisir. Son collègue, au bout du fil, visiblement très ému si j'en crois le timbre de sa voix, m'indique le lieu, la date et l'heure de l'enterrement pour que je puisse m'y rendre et j'y vais le cœur en berne. J'y cherche en vain du regard Delphine, son amante de l'époque Cit-Alcatel mais sa femme et sa fille sont présentes ainsi que des représentants de la direction et de nombreux salariés dont je reconnais certains. Ils me font signe de les rejoindre, visiblement enchantés et réconfortés par ma présence. J'hésite à peine : leur Directeur des ressources humaines marque son étonnement quand il me voit mais je m'en fous : l'heure n'est pas au respect scrupuleux de mon obligation de réserve : j'enterre un ami. Un décès de plus, trop tôt, trop jeune, de quelqu'un de proche ! Avec tous ces morts prématurés je me dis que les centaines doivent être légion pour assurer la fiabilité des statistiques sur la longévité des français ! Je garde de Marc un souvenir épique, digne d'une chanson de gestes dont il est le héros : un après-midi de 1974 un bruit persistant de couloir (*d'usine*) nous apprend qu'un technicien s'est mis en grève tout seul sur son poste de travail en soutien à la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme US. Je cours voir de quoi il retourne et trouve notre camarade Marc, debout à côté de son poste de travail en train de figoler le dazibao accroché au mur placé juste derrière sa table. Il y explique que le système radio mis au point dans leur service est vendu aux USA pour équiper les véhicules blindés qui sèment la terreur et la mort dans les villages du Sud Vietnam et qu'il refuse de participer par son travail à cette entreprise criminelle. Entouré de collègues, il leur parle de la guerre au Vietnam et tente de les convaincre de rejoindre son action. La direction est si embarrassée qu'elle n'osera pas sanctionner son refus de travail et se contentera de le changer de projet. Je garde le souvenir d'un compagnon courageux, exigeant, inventif, attaché à son indépendance d'idée et à son autonomie d'action même s'il participe à certaines de nos actions et initiatives et s'il a de la sympathie pour nous. Il restera toujours pour moi l'auteur de cet acte audacieux de solidarité internationale qui m'a laissée baba, dans un sentiment de respect mêlé d'admiration.

Avec nos camarades d'entreprise nous allons, à deux, à trois, parfois plus au restaurant, à la piscine, parfois en vacances, aux manifestations, à des initiatives, d'un ou d'un autre

mouvement de lutte, si nombreux et si vivaces dans les années 70. Selon leur sensibilité et leur motivation pour l'un ou l'autre thème de mobilisation ils s'engagent dans la lutte contre le nucléaire, pour le droit à la contraception et à l'avortement, au soutien des étrangers sans papiers, des paysans du Larzac, des prisonniers dans les prisons, des prostituées qui réclament des droits de citoyennes à part entière, des ouvriers en lutte dans leurs usines, chacun trouvant son ou ses terrains de prédilection. Notre cercle est celui des salariés de la Cit-Alcatel Arcueil nostalgiques de 68 et de son vent de liberté. Notre ciment idéologique est notre révolte contre l'écrasement des exploités par cette société inique et notre volonté commune d'agir efficacement contre et de poursuivre l'aventure.



Je m'organise pour mener sans souffrance ni burn out (*dont la notion n'est pas encore usitée à l'époque*) mes activités politiques à la Gauche prolétarienne (GP) puis à Vive la révolution (VLR) puis à l'organisation communiste des travailleurs (OCT) de front avec mon travail d'entreprise, professionnel et syndical. Chaque mois je m'autorise un jour de repos et me fais porter pâle sans justificatif, profitant de la tolérance dans l'entreprise d'une journée mensuelle d'absence sans retenue sur salaire. Sans préméditation ni programmation, au cours de n'importe quel mois de travail il arrive un moment où, entre l'usine de 7h30 à 16h30, les réunions politiques de cellule le soir de 19h à pas d'heure dans des salles toujours enfumées, les actions militantes le week-end sur les différents terrains où naissent et prospèrent les mobilisations, je ressens le besoin impérieux de souffler et de me réserver un moment à moi, rien qu'à moi. Je n'en parle à personne, ni à mes camarades d'entreprise ni à ceux de mon organisation et j'en profite discrètement pour me lever tard, paresser, aller voir un film qui ne plaira qu'à moi dans une des salles de cinéma d'art et d'essai fort rares en ce temps-là, lire une BD tranquillement installée sur mon canapé, jouissant avec délectation de cette cachotterie innocente. Je triche et jongle aussi pour participer à certaines initiatives que je ne veux pas rater, comme le rassemblement anti-nucléaire à Perros Guirec où je me rends, sur arrêt de travail de trois jours prescrit par mon médecin généraliste. (*J'adore la baie de Perros Guirec sur la côte de Granit rose en Côtes d'Armor-Bretagne*). Patatras ! Pendant ce week-end prolongé de printemps il fait gris sur Paris alors qu'un soleil éclatant brille sur toute la Bretagne. Je rentre de maladie scandaleusement hâlée du visage, du cou, des mains. Personne n'est dupe. Mon chef persifle : « *On dirait que vous avez bien profité de votre arrêt de travail* ».

Les autres luttes pénètrent dans l'entreprise

Je participe à bien des mouvements, réunions et manifestations mais n'évoquerai ici que ceux qui m'ont particulièrement touchée, voire transformée et qui ont influencé ma pratique d'entreprise. Plusieurs mois durant, en 1973, dans le 14ème arrondissement où je milite politiquement, je participe au soutien à la grève de la faim d'un groupe de jeunes maghrébins qui se battent pour leur régularisation et le droit de rester en France. Parmi eux, Muftah originaire de Sfax sur la côte tunisienne, Houcine de Tunis, Abdelatif des Aurès en Algérie, trois gars jeunes, qui me racontent leur vie, leur histoire, leurs espoirs. Aux vacances d'été de l'année suivante je passerai deux semaines de congés payés avec Marie Laure en Tunisie, une semaine à la Marsa auprès de la famille du compagnon de Christine où je boirai mon premier whisky en faisant la grimace, une autre à Sfax, dans la famille de Muftah qui a choisi de rentrer au pays. Vacances inoubliables, la plage de la Marsa, ses somptueux couchers de soleil et le

parfum sucré des jasmins en fleurs, les petits déjeuners tôt le matin à Sfax sur la terrasse, face à la mer où nous dégustons les sardines grillées pêchées durant la nuit par Muftah et son père. Muftah, ses frères et ses cousins me prennent à part et me demandent : *Pourquoi ta copine Marie Laure ne veut pas reconnaître ses origines arabes ? Elle en a honte ?* » Elle est brune, très brune, sa peau mate bronze aisément et elle pourrait passer sans peine pour une arabe, une grecque ou une portugaise mais elle s'entête à leur répondre que sa famille est française depuis toujours et chacun, boudeur, reste sur ses positions. Je milite aussi au Mouvement pour la libération de l'avortement et la contraception (MLAC) dans le comité de quartier du 14^{ème} arrondissement. Début 1973 Nous passons à la pratique illégale d'avortements dans l'appartement de notre voisine Natalia, deux étages en dessous de celui que je partage avec Françoise et continuons jusqu'au vote de la loi Veil qui légalise l'interruption volontaire de grossesse, en janvier 1975. Natalia, une superbe méditerranéenne aux courbes harmonieuses d'une trentaine d'années, longs cheveux noirs très épais, joyeuse, active, pas du tout conventionnelle, ne craint pas la répression et assume tranquillement de prêter son salon une fois par semaine pour deux ou trois interruptions de grossesse. J'y participe activement, reçois les femmes, les rassure avant et pendant l'intervention, leur explique la méthode Karman par aspiration et sans anesthésie, extrêmement simple qui nous vient des USA. Un médecin militant à la Gauche prolétarienne effectue l'acte médical en respectant scrupuleusement et en nous apprenant à respecter les règles d'asepsie, mains lavées et relavées, blouse blanche, gants. Il m'arrive de jouer le rôle d'aide opératrice. Je tends les canules de plus en plus grosses pour écarter le col de l'utérus, branche l'aspirateur, nettoie tout après l'intervention. Nadine est déjà mère de trois blondinets maigrichons qui ne ressemblent qu'à leur père assez insipide. Quelques années plus tard je la rencontre dans le quartier poussant une voiture d'enfant où je découvre en m'approchant un adorable bambin aux yeux bridés « *Qui est-ce ?* Elle me répond rigolarde : « *C'est mon petit dernier, j'ai quitté mon mari et le père de celui-là vient du Cambodge* » Au MLAC 14^{ème} je fréquente enfin des militantes femmes qui parlent des femmes, de leurs problèmes et ressentis. Dans les conversations entre nous et avec celles qui viennent nous demander de l'aide, j'entends certaines évoquer, sans se cacher, sans honte, les expériences qu'elles ont traversées et les traumatismes qu'elles ont vécus aussi douloureux soient-ils. Jusques là et même si je suis consciente du rôle souvent déterminant joué par le sexe dans la vie des camarades, le militant est, pour moi, ontologiquement neutre, ni homme ni femme, seule comptant la lutte de classe. A mon avis je suis loin d'être la seule à vivre ainsi le militantisme, à la Gauche prolétarienne. Le Mouvement de libération des femmes (MLF) existe depuis plusieurs années. Au début évacué d'un revers de manche par nos dirigeants de la Gauche prolétarienne, tous hommes, tous machistes, sous les appellations de : « *petit bourgeois, individualiste, diviseur* », il se développe et se déploie rapidement sous différentes formes et facettes. Nous sommes d'abord envoyées dans des réunions féministes fermées aux hommes pour y défendre la bonne parole, du genre : « *seul le renversement du capitalisme mettra un terme définitif à l'oppression des femmes ! les mobilisations des femmes doivent rester subordonnées à la lutte de classe !* » ou encore : « *les femmes ne constituent pas une classe sociale unie par des intérêts communs. La lutte d'émancipation à l'égard des hommes n'est qu'un artifice qui masque les rapports de domination du capitalisme sur la classe ouvrière. Elle affaiblit la lutte de classe* » Mais les idées du MLF pénètrent rapidement jusque dans nos rangs



et les débats deviennent houleux dans l'organisation. Nous nous voyons entre filles, ergotons un temps dans des débats foireux genre : « *qu'est-ce qui est principal, qu'est-ce qui est secondaire ? comment articuler les deux luttes, celle des femmes contre le patriarcat et la domination des hommes dans la vie sexuelle, la famille, la politique, la société et la lutte de la classe ouvrière et de ses alliés contre l'oppression capitaliste ?* » Les trois sœurs B. sortent aiguilles et pelotes de laine et se mettent à tricoter de superbes pulls. Je lis enfin (*il paraît en 1949*) le « 2ème sexe » de Simone de Beauvoir « *on ne naît pas femme, on le devient* » mais aussi Antoinette Fouque, une des fondatrices du MLF et par moments j'ai l'impression qu'elle s'adresse spécialement à moi. Garçon manqué dans sa jeunesse, enfant préféré de son père, elle s'épanouit dans l'enfance loin des stéréotypes imposés aux filles, joue aux soldats de plomb, court partout, grimpe aux arbres. Psychanalyste elle s'oppose au concept freudien selon lequel les femmes ne seraient que des hommes inachevés et le désir féminin une « envie de pénis ». Pour elle cette notion masquerait l'« envie d'utérus » des garçons, source de la misogynie et « des violences réelles et symboliques infligées aux femmes » (*citation*). Je vais de l'une à l'autre, de Simone de Beauvoir en qui je retrouve mon absence de désir d'enfant et ma révolte contre les pressions infligées aux petites filles pour qu'elles deviennent des femmes en conformité avec les exigences de la société patriarcale à Antoinette Fouque, garçon manqué comme moi, qui remet en question « l'envie de pénis » freudien qui m'a toujours gênée. Mais elle glorifie le pouvoir de gestation alors que je ne vois dans les règles, la grossesse, la maternité qu'une fatalité imposée ou non à la naissance, selon qu'on naisse fille ou garçon. En tout cas je commence à m'accepter telle que je suis et à me réconcilier avec la femme qui est en moi. En lisant analyses et études des unes et des autres, en réfléchissant à la condition des femmes sous tous les angles, en parlant avec d'autres du même sexe que moi, militantes et non militantes, je prends conscience que je ne suis pas seule à merder dans la conduite de ma vie, que mes colères, mes révoltes, mon rejet de ma féminité, mes difficultés relationnelles avec les hommes, ma peur de leur domination et mes échecs à construire avec eux n'ont rien d'exceptionnel et sont presque banals. Cette découverte est réconfortante. Elle libère mon mode d'expression et ma façon de militer dans l'entreprise. Avec mes collègues nous parlons droit des femmes à disposer de leur corps, à décider ou non de baiser avec son mari et à faire ou non un enfant. Cela énerve plus d'une, les plus âgées mais pas seulement. Elles se mêlent à la conversation et critiquent notre indécence à étaler ainsi notre vie sexuelle et nos histoires de couple qui ne regardent personne et doivent rester intimes. Un jour où je circule dans la large voie de circulation séparant, d'un côté, la Microélectronique et de l'autre les services de contrôle installés dans de spacieux espaces délimités par des cloisons en verre toute hauteur s'ouvrant sur l'allée centrale j'entends : « *eh bêcheuse ! tu ne dis plus bonjour ?* » Je me retourne, m'approche, fronce les sourcils, cherchant en vain à reconnaître celle qui vient de m'interpeller, une jeune femme d'une trentaine d'année, pas plus d'un mètre soixante, en blouse blanche ouverte qui laisse entrevoir une fine silhouette. Elle me sort de mon embarras : « *je suis Corinne, de la CFDT. Tu es toute excusée, j'ai perdu 40 kilos depuis la dernière fois qu'on s'est parlé* ». Elle m'explique : « *j'ai fait une grave dépression l'an dernier et j'ai dû m'arrêter pendant six mois. Grâce à un psy super j'ai compris que je restais obèse exprès parce que j'étais mariée et insatisfaite. Je m'enlaidissais volontairement pour repousser les tentations car je ne voulais pas trahir mon homme.* » Interloquée je lui demande la méthode qui lui elle a permis de perdre autant. Elle rigole : « *j'ai divorcé et j'ai maigri sans même suivre de régime strict, en mangeant normalement, sainement, sans excès et sans écart. Quand j'avais vingt ans je ressemblais à celle que tu vois maintenant* ». Je la félicite et la regarde : elle est souriante, visiblement en forme, rien à voir avec la fille obèse dont je me souviens. J'apporte revues et brochures de vulgarisation des connaissances médicales sur le corps de la femme, les méthodes anticonceptionnelles, les techniques d'avortement, suscitant des débats animés qui montent vite en décibels à la pause de midi. La légalisation de l'avortement ne fait pas l'unanimité. « *Elles*

n'ont qu'à prendre la pilule ou faire attention ». Véhémence, Solange, régleuse d'organe comme moi, aussi grande et blonde qu'une norvégienne, pas loin de 100 kilos, la taille épaisse, rétorque : « *j'ai pris plus de 15 kilos à la naissance de chacun de mes deux enfants. Malgré tous les régimes imaginables suivis scrupuleusement, plus barbares les uns que les autres, je n'arrive pas à perdre ces 30 kilos de trop* ». D'après son médecin son problème serait endocrinien. Elle poursuit : « *Tu veux que je devienne un éléphant ou un hippopotame ? Je ne veux plus d'enfant et mon toubib m'interdit la pilule* ». Elle sort de son sac la photo d'une jeune fille élancée à la taille fine et au ventre plat : « *c'est moi juste avant mon mariage. Si l'avortement est autorisé je serai rassurée. Avec mon mari nous faisons attention mais je sais bien que ça ne suffit pas et il ne veut rien entendre du préservatif !* » L'autre en a le bec cloué. J'utilise souvent, dès sa traduction en français et sa publication en 1977 chez Albin Michel, « Notre corps nous-mêmes » du collectif de Boston pour la santé des femmes, que j'ai retrouvé récemment dans ma bibliothèque, bien documenté, riche d'explications et toujours utile. Quelques-unes, informées de l'activité du MLAC que je ne me prive pas de populariser ouvertement, n'hésitent pas à me demander de l'aide quand, enceintes sans l'avoir voulu ni parvenir à l'assumer, elles cherchent à avorter sans risque pour leur santé. Je les oriente vers le comité MLAC de leur quartier après l'avoir contacté et vérifié ses capacités d'accueil dans un délai rapide. Après janvier 1975 et le vote de la loi Veil c'est l'explication des nouvelles dispositions légales et des procédures mises en place. Alimentent nos discussions d'usine, toujours animées, souvent passionnées et enflammées, nourries par l'actualité des luttes, l'enfermement dans les prisons et dans les hôpitaux psychiatriques, la mise hors la loi des prostituées privées de droits et de visibilité sur la scène publique, l'extension du camp militaire du Larzac et l'expropriation de ses paysans. On s'empaille, tout y passe, la peine de mort, les conditions de vie en tôle : « *tu voudrais que des assassins d'enfants regardent tranquillement la télé ?* » « *Tu ne veux quand même pas que les prisons se transforment en palaces ?* » « *Si tu fais une connerie il faut la payer sinon tu recommences.* » Les prostituées en lutte scandalisent souvent les mêmes : « *qu'est-ce qu'elles veulent ? Elles vendent leur corps, volent les maris et il faudrait qu'on les respecte ? Elles n'ont pas honte de se montrer à la télé ? Si elles ne sont pas satisfaites de leur sort, elles n'ont qu'à changer de métier !* » Je passe une semaine de mes congés d'été en 1973 et 1975 sur le plateau du Larzac au milieu des moutons, rencontre ses paysans et ses bergers, étonnamment fermes et déterminés et je reviens gonflée à bloc par les manifestations de solidarité et initiatives auxquelles j'ai pu participer. De retour dans l'atelier je m'emploie à transmettre à mes amies et connaissances un peu de l'énergie enthousiaste si communicative là-bas. Là moins de détractrices. Beaucoup ont des origines paysannes plus ou moins lointaines et trouvent scandaleux de chasser de leur terre des paysans et leurs moutons pour y mettre à la place un camp militaire.

BD « Lip des héros ordinaires » Daniel Vidal et Laurent Galandon



Et puis il y a LIP, la formidable aventure des LIP, qui les passionne presque toutes. De juin 1973 à 1976, à Besançon, la lutte des salariés de l'usine LIP (Doubs), menacés d'un licenciement massif avec menace de fermeture de l'établissement, traduit pour nous l'approfondissement de la contestation du pouvoir

capitaliste, puisqu'il apparaît clairement que les idées de mai passent dans l'Usine, comme nous l'espérons. L'échéance de la révolution s'approche, nous n'en doutons pas. L'inventivité et la créativité de ces salariés sont du jamais vu jusque-là. Réunis en un Comité d'action au périmètre d'action plus large que celui des syndicats, prenant les décisions en assemblée générale, ils commencent par séquestrer leur patron, presque banal car d'autres l'ont déjà fait en d'autres lieux et d'autres temps, puis inventent des formes d'action inédites, beaucoup plus novatrices, révolutionnaires et grosses de précieux enseignements pour l'avenir. Le patron dégagé de l'usine, ils reprennent la production pour leur propre compte, vendent à la sauvée les montres qu'ils fabriquent, se paient avec l'argent récolté et saisissent des milliers de tocantes, véritable trésor de guerre qu'ils cachent dans des cures et couvents (*eh oui ! le soutien est général et total à Besançon !*). Leur mot d'ordre : « c'est possible, on fabrique, on vend, on se paie » fait le tour de la France et est répété dans beaucoup d'usines.

Argument de poids dont je ne me prive pas : si l'employeur ne peut pas se passer des salariés, les salariés par contre n'ont pas besoin de patron pour produire et vendre leur production. Les salariés de LIP nous le prouvent aujourd'hui. Des manifestations, des meetings de soutien sont organisés partout. Je participe à tous ceux qui ont lieu à Paris. A chaque fois j'y retrouve Monique Piton, une des intervenantes ouvrières de LIP, déléguée syndicale. Elle doit faire partie des contacts des Maos à Besançon car je me souviens la fréquenter d'assez prêt. Femme simple, cheveux courts sagement coiffés, sobrement vêtue, elle foule pour la première fois de sa vie le sol de la capitale et observe ses habitants d'un regard qui me fait penser au Candide de Voltaire. Circulant dans le métro elle se dit choquée de trouver tant de tickets usagés, jetés négligemment par les parisiens, collés à plat sur le sol des couloirs. « *Quel manque de respect pour le personnel de nettoyage ! Ils ne pensent pas au mal qu'aura l'ouvrier à décoller ces bouts de papier.* » Elle conclut en secouant la tête : « *Un tel égoïsme n'existe pas chez nous* » Je cache ma gêne car, même si ce n'est pas une de mes habitudes, j'ai bien dû faire pareil quelquefois. Depuis je ne jette plus de papier par terre si petit soit-il mais le fourre dans ma poche en attendant de trouver une poubelle.

Ma sortie par étapes et le choix de l'inspection du travail

J'envisage sérieusement pendant longtemps de travailler en usine jusqu'à l'âge de la retraite. Mais, rapidement, dans cette optique, je ne veux plus rester ouvrière spécialisée (OS) toute ma vie professionnelle avec un travail dénué d'intérêt et un salaire minable. J'ai envie de progresser en apprenant un vrai métier. Je suis acceptée par l'agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) du Plessis-Robinson (92350) à la formation au titre professionnel de niveau 3 (CAP/BEP) d'agent/e de montage et de câblage en électronique. J'ai l'ancienneté requise pour bénéficier des dispositions légales et réglementaires en matière de formation qualifiante continue en vigueur à l'époque et je pars en congé individuel de formation à temps plein en septembre 1978 pour une durée de 7 mois, entièrement pris en charge par l'entreprise. Mes ami(e)s, mes partenaires des syndicats CFDT et CGT, mes camarades de l'Organisation communiste des travailleurs (OCT), mes collègues de travail, me poussent et m'encouragent à y aller. La direction accepte ma demande sans difficulté. « *Normal* », me dit en se marrant Justine, « *je les ai entendus tout à l'heure parler de toi en disant : bon débarras !* » En me rendant cette réponse positive le responsable du personnel a tenu à me préciser qu'à mon retour rien n'oblige l'entreprise à m'offrir un poste correspondant à ma nouvelle qualification. « *Vous devrez peut-être trouver un poste ailleurs* » J'ai, je le sais, dès ce moment, un pied à moitié dehors. Je passe 7 mois sans autre objectif que celui d'apprendre

et cela me fait du bien. Matières scientifiques et techniques, sans rire, alors que jadis je fuyais les matières scientifiques, physique, chimie et maths. J'assimile, plutôt facilement, des notions d'électricité, j'apprends à contrôler la conformité d'une carte électronique, à préparer et à monter des composants, les mesurer, mais j'acquiers aussi une réelle compétence et de la dextérité pour la confection de toutes sortes de torons de câbles et pour réaliser l'interconnexion des cartes et des sous-ensembles dans un équipement électronique. Nous sommes 17 à suivre cette formation, 3 filles et 14 garçons aux parcours divers mais tous entre 25 et 30 ans. Nous discutons à bâtons rompus de toutes sortes de questions y compris sociales et politiques sans qu'aucun objectif militant n'interfère car, à l'AFPA, je me suis mise « en parenthèse d'établissement ». A mon retour, mon nouveau diplôme en poche, je suis fort étonnée que le responsable du personnel me propose de réintégrer l'entreprise sur un nouveau poste, correspondant à ma nouvelle qualification, au sein de l'établissement de Montrouge (92120) à deux pas d'Arcueil. J'accepte sans hésitation et prends congé de toutes et tous. Je passe un peu plus de deux années à Montrouge, y tisse des liens, monte avec quelques autres une section syndicale CGT, mais je sais déjà que je ne finirai pas ma vie professionnelle à l'usine, même sur un poste un peu plus qualifié. A l'AFPA, pendant les 7 mois de formation, j'ai pris du recul, j'ai réfléchi, envisagé un temps de reprendre des études en droit social à la faculté, mais pour effectuer quel travail ensuite ? Marie-Laure, ex étudiante en droit, a déjà décidé de reprendre ses études pour devenir avocate et me conseille de faire de même. Les perspectives révolutionnaires qui m'avaient conduite à « l'établissement » n'ont plus la même actualité, et, une fois coupés les liens qui me rattachaient aux copines d'atelier de la microélectronique et aux camarades syndicalistes, qu'est-ce qui me retient, à part la mauvaise conscience d'abandonner la partie, de reprendre mes billes et de laisser les autres se débrouiller seul(e)s avec leurs difficultés. Je prends contact avec quelques anciens militants de la Gauche prolétarienne en poste au ministère du travail et avec l'inspecteur et les contrôleurs chargé du contrôle de l'établissement d'Arcueil de la CIT-Alcatel avec qui j'ai tissé de bons contacts. Je cherche surtout à m'assurer, qu'une fois à l'inspection du travail, je puisse encore être utile aux salarié(e)s. Le 10 mai 1981 François Mitterrand vient d'emporter les élections présidentielles avec 51,76 % des suffrages exprimés face au chef de l'État sortant. Cette victoire d'un candidat socialiste, une première sous la Cinquième République, met fin à 23 années de pouvoir de la droite. Davantage de postes sont ouverts à l'inspection du travail que les années précédentes au concours de 1982. Je me décide à passer celui de contrôleur. Avec ma licence d'histoire-géographie obtenue en 1968 à Nanterre j'aurais pu passer celui d'inspecteur mais, à des années-lumière de ma période étudiante, ce serait idiot d'essayer. Je me décide à passer celui de contrôleur et le passe discrètement, sans en parler au boulot. Dès l'annonce de ma réussite, j'en informe mes collègues et ma hiérarchie qui me dispense d'effectuer, tout en me le payant, le préavis d'un mois que je leur dois. Là encore ils sont contents de mon départ. D'après une amie qui travaille au service du personnel, « *Ils sont fatigués de supporter quelqu'un comme toi, qui ne respecte ni l'autorité de la hiérarchie ni les valeurs de l'entreprise et qui trouve toujours un prétexte pour râler et revendiquer* ». J'entre dans les services de l'inspection du travail le 1^{er} octobre 1982.

C'est dans des petits riens que je perçois encore aujourd'hui, 32 ans après, l'empreinte durable des moments forts vécus à l'usine, mes sens brusquement alertés par une odeur d'huile de coupe au moment où, en contrôle d'inspection du travail, je traverse un atelier, ou mon arrêt, oreilles dressées, près d'un groupe de cinq à six femmes en discussion bruyante dans un magasin de fringues du centre commercial V2, qui ravivent immédiatement le souvenir du style, des postures et du parler de mes collègues d'atelier et bien d'autres réminiscences encore. Il me reste, si j'en ai le temps, l'envie et les capacités, à balayer la deuxième partie de ma vie

professionnelle, contrôleur puis inspectrice du travail, non plus dans, mais tout contre l'entreprise, ses salariés et ses patrons.

Notes :

1)- La Sonacotral, créée en 1957 pour loger les travailleurs algériens et résorber les bidonvilles a été rebaptisée Adoma en Janvier 1997 pour mieux correspondre à ses missions)

2)-Les prénoms de celles et de ceux évoqués dans mon récit ont tous été changés pour respecter le droit à la vie privée et au respect de la confidentialité de leurs propos et de leurs actes.